L'association canadienne d'études du développement international (ACÉDI)
Et le
Consortium canadien pour les programmes universitaires d'études du développement international (CCPUÉDI)

Parcours de carrière chez les diplômés en ÉDI au Canada

Un projet conjoint ACÉDI/CCPUÉDI

Auteurs : Dre Rebecca Tiessen (Université d'Ottawa) et Dr John Cameron (Université de Dalhousie)

Juin 2017

Disponible en ligne :
http://casid-acedi.ca/
http://idsemployment.weebly.com/

Table de matières

Sommaire…

Remerciements…

Liste des tableaux…

Introduction…

1. **Le parcours de carrière postuniversitaire au Canada : ce que la recherche nous apprend…**
2. **Les caractéristiques de l'emploi chez les diplômés en ÉDI**
3. **Le rôle de l'éducation dans un parcours de carrière en ÉDI**
4. **Aptitudes et compétences nécessaires pour décrocher un emploi**
5. **Le rôle du stage pratique dans le parcours de carrière en ÉDI**
6. **Le point de vue des diplômés sur leur éducation**
7. **Mode de vie et valeurs des diplômés en ÉDI**
8. **Les statistiques ne disent pas tout : le point de vue des diplômés sur leur parcours de carrière**
9. **Conclusion**

Bibliographie

Annexe 1 : sondage sur le parcours de carrière des diplômés ayant suivi un programme lié aux Études en développement international au Canada

Sommaire

Ce rapport aborde la question de l'impact des programmes d'ÉDI au Canada sur les carrières des diplômés et sur leur cheminement de l'université au marché du travail.

Les diplômés en ÉDI sont-ils satisfaits de leur carrière ? Combien gagnent-ils ? Quel genre d'emploi occupent-ils (et dans quel secteur) ? Quelle voie utilisent-ils pour obtenir un emploi professionnel ? Est-ce que leur diplôme les prépare bien à l'emploi recherché ?

Le rapport s'appuie sur des réponses fournies par 1901 diplômés issus de 14 programmes d'ÉDI au Canada entre mars et mai 2016. L'âge médian des sujets interrogés était 26 ans, et ils avaient travaillé pour une durée médiane de 7,7 années. Ces résultats sont donc particulièrement pertinents pour les récents diplômés.

Les résultats de ce rapport sont pertinents pour les étudiants en ÉDI qui planifient leurs études, pour les diplômés qui planifient leur carrière et pour les professeurs et administrateurs qui préparent le cursus des programmes. Ce rapport donne un aperçu sur les parcours de carrières des diplômés en ÉDI au Canada et offre une perspective sur l'impact de leur programme d'étude ; impact qui se fait sentir non seulement sur leur salaire et sur leur expérience de travail, mais aussi sur leurs valeurs et leur comportement en tant que citoyens du monde.

Le rapport met en valeur 6 principaux constats :

- Les diplômés en ÉDI trouvent des emplois professionnels satisfaisants dans toute une gamme des secteurs. Lorsque le sondage a été effectué, 86 % des diplômés avaient trouvé un emploi et seulement 4 % d'entre eux étaient sans emploi ou en recherche d'emploi. Plus de 40 % des diplômés gagnaient plus de 60 000 $ et 65 % d'entre eux gagnaient plus de 40 000 $. Ces chiffres sont prometteurs étant donné que la plupart des répondants étaient en début de carrière. Plus de 80 % des diplômés se sont déclarés satisfaits ou très satisfaits de leur parcours.
- Les diplômés sont aussi très instruits. Plus de 57 % avaient réussi des études au-delà du baccalauréat, et presque 50 % des répondants envisageaient de poursuivre des études ou suivre des formations professionnelles.
- Les diplômés en ÉDI font face à d'importants défis pour percer le marché du travail, particulièrement dans le domaine du développement international. Seulement 19,2 % des diplômés en ÉDI ont déclaré que leur emploi était directement lié au développement international, alors que 40 % des répondants ont affirmé que leur emploi n'avait n'aucun lien avec ce secteur. Toutefois, les répondants ont signalé que malgré cette réalité,

le programme d'ÉDI avait eu un impact sur leur vision du monde, leurs valeurs et leur comportement en tant que citoyens du monde.

- Selon les diplômés, les obstacles les plus importants qu'ils ont rencontrés sont le « peu d'emplois disponibles » et le « niveau d'expérience requis » pour les occuper. Ils ont aussi fait état des compétences qu'ils ne possédaient pas et qui ne faisaient pas partie des programmes d'ÉDI. On soulignait, entre autres, les connaissances en gestion financière et les compétences linguistiques.
- Selon les répondants, les aptitudes et compétences importantes pour se trouver un emploi comprennent notamment les aptitudes transférables en rédaction et en communication, les compétences relationnelles et interculturelles et, surtout, le réseautage. En effet, les répondants ont insisté sur l'importance de créer des réseaux professionnels solides lorsqu'on cherche un emploi.
- Les diplômés d'ÉDI estiment qu'il existe un lien direct entre leur expérience éducative, leur mode de vie et les valeurs liées à la citoyenneté mondiale. Militantisme, implication politique, consommateurisme, pratiques environnementales, engagement caritatif, suivi des informations quotidiennes et engagement auprès de la communauté sont tous des éléments qui sont façonnés par leurs études. Ainsi donc, les études en développement international préparent les étudiants pour le monde du travail, mais encouragent également la citoyenneté active au Canada et à l'étranger. De plus, les participants ont souligné que ces études définissent leur vision du monde, même lorsqu'elles ne correspondent pas à l'emploi occupé au bout du compte.

Remerciements

Cette étude réunit, sous la direction de Dre Rebecca Tiessen (Université d'Ottawa) et du Dr John Cameron (Université de Dalhousie), des chercheurs du Consortium canadien pour les programmes universitaires d'études du développement international (CCPUÉDI), et de L'association canadienne d'études du développement international (ACÉDI).

Le CCPUÉDI et l'ACÉDI remercient le comité de direction qui a coordonné ce projet (Leslie Chan, Marc Epprecht, Charmain Levy, Liam Swiss), ainsi que nos collègues et leurs adjoints de recherche, issus des 14 programmes d'ÉDI au Canada, qui ont organisé la collecte des données et ont soutenu le projet par leurs idées. Nous voulons aussi remercier le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) qui, en plus de sa contribution financière, a prodigué conseils, idées et critiques constructives tout au long du processus de recherche. Nous remercions également les consultantes à la recherche Shannon Kindornay et Aniket Bhusan qui ont développé les instruments du sondage, géré celui-ci, et effectué des recherches préliminaires pour le projet. Enfin, merci aux adjointes à la recherche de l'Université d'Ottawa, Katherine Lemay, Midori Kaga et Katelyn Cassin, qui ont travaillé à la collecte des données et ont contribué à la rédaction du rapport.

Liste des tableaux

Tableau 1 : Université d'origine et langue des répondants au sondage

Tableau 2 : Âge des répondants au sondage

Tableau 3 : Nombre d'années d'expérience de travail

Tableau 4 : Plus haut niveau de scolarité complété par le diplômé en ÉDI

Tableau 5 : Participation au marché du travail en 2013 pour les diplômés de 2009-10 ayant pris part au programme CO-OP vs les diplômés n'ayant pas participé à ce programme.

Tableau 6 : Participation au marché du travail des diplômés ÉDI

Tableau 7 : Secteurs de la main d'œuvre dans lesquelles les diplômés ÉDI travaillent actuellement

Tableau 8 : Domaine d'emploi des diplômés ÉDI

Tableau 9 : Revenus actuels des diplômés ÉDI

Tableau 10 : Degré de satisfaction professionnelle des diplômés ÉDI

Tableau 11 : Taux de satisfaction du salaire actuel

Tableau 12 : Satisfaction du parcours de carrière par rapport au salaire actuel

Tableau 13 : Lien entre l'emploi actuel et le domaine du développement international

Tableau 14 : Durée cumulative de l'expérience de travail à l'étranger

Tableau 15 : Revenu par rapport au niveau de scolarité

Tableau 16 : Plan pour les études à venir

Tableau 17 : À quelles aptitudes et compétences attachez-vous le plus d'importance pour trouver du travail dans votre domaine actuel ?

Tableau 18 : À quelles autres compétences attachez-vous le plus d'importance pour trouver du travail dans votre domaine actuel ?

Tableau 19 : Nombre de langues dans lesquelles vous avez des compétences

Tableau 20 : Principaux obstacles au travail dans votre domaine de choix

Tableau 21 : Emploi actuel exige des compétences particulières que je ne possède pas

Tableau 22 : Participation à des programmes de formation expérientiels liés au travail

Tableau 23 : Mon diplôme ÉDI suivait une approche équilibrée entre la théorie, l'analyse de politiques et la recherche quantitative

Tableau 24 : Ma formation en ÉDI m'a préparé pour un emploi de niveau d'entrée en développement international (ou un domaine connexe)

Tableau 25 : Engagement civique chez les diplômés en ÉDI

Introduction

Depuis la création du premier programme d'études en développement international au Canada en 1974, ce domaine a connu une croissance rapide et, aujourd'hui, plus de 20 universités et collèges se partagent plus de 15 000 diplômés au baccalauréat, à la maîtrise et au doctorat. L'intérêt et les inscriptions pour ces programmes ont augmenté. Toutefois, on en sait peu sur les parcours de carrière et sur la situation d'emploi de ces étudiants et étudiantes. L'absence de recherches, quantitatives ou qualitatives, freine l'élaboration de programmes adaptés, et limite la capacité des étudiants à prendre des décisions éclairées sur leur plan de carrière. Ce plan peut comprendre un éventail de domaines, dont celle que l'on surnomme « l'industrie du développement », les organismes d'aide et les organisations non gouvernementales. Une meilleure compréhension des parcours de carrière et de la situation d'emploi de ces diplômés en ÉDI est particulièrement importante dans le contexte où le nombre de ceux-ci dépasse largement le nombre de postes rémunérés disponibles dans le secteur. Il y a aussi le « mythe du barista » qui laisse planer le doute sur l'employabilité et sur les faibles revenus à venir des diplômés en sciences humaines (Finnie et coll. 2016).

Nous reconnaissons que l'objectif de l'enseignement supérieur va bien au-delà de la formation à la main-d'œuvre, surtout les ÉDI qui valorisent particulièrement les idéaux de citoyenneté mondiale essentiels à la mission de ses programmes. Toutefois, les conclusions de ce rapport suggèrent également que les programmes d'ÉDI au Canada doivent en faire plus pour aider les étudiants à se préparer au marché du travail ; marché à la fois incertain et très compétitif. L'objectif de ce projet est de mieux comprendre l'impact d'une formation en ÉDI au Canada sur les choix de carrière subséquents des diplômés, et de mieux saisir les trajectoires suivies par ces finissants lorsqu'ils passent du monde universitaire au monde du travail. En nous basant sur nos conversations avec nos collègues et avec de nombreux étudiants et diplômés, nous avons posé quelques questions. Sont-ils heureux dans leur emploi ? Combien d'argent gagnent-ils ? Quel genre de travail est le leur et dans quel domaine œuvrent-ils ? Quelle voie ont-ils suivie pour dénicher cet emploi professionnel ? Nous voulions aussi savoir comment leur programme d'ÉDI avait influencé leurs valeurs et leur engagement civique dans les années qui ont suivi la collation de grade. Enfin, nous voulions connaitre l'expérience d'emploi des diplômés pour mieux informer nos programmes d'ÉDI. Ainsi, les étudiants et étudiantes seront mieux préparés à l'emploi dans toute une gamme de domaines.

Les conclusions présentées offrent une perspective nationale de la situation d'emploi des diplômés en ÉDI. Une version en français de ce rapport se retrouve au : www.IDSemployment.weebly.com Chacun des programmes ÉDI tirera des conclusions distinctes en raison de leur approche et de leurs modèles

spécifiques.[1] Certains résultats (sur les taux d'emploi et de revenu) devraient rassurer les étudiants, tandis que d'autres offriront plutôt matière à réflexion. Par exemple, il y aura lieu d'examiner la conception des programmes ÉDI, et de revoir les choix effectués par les étudiants dans le cadre de ces programmes (études linguistiques, stages à l'étranger, bénévolat).

Méthodologie

Les données présentées et analysées dans le cadre de ce rapport proviennent d'un sondage auprès de diplômés de 14 universités et collèges. Cette enquête a été réalisée en français et en anglais entre le mois de mars et mai 2016. [2] Les programmes ont été choisis en fonction de la taille de leur population étudiante, de leurs variations conceptuelles, de leurs années d'existence et de leur provenance géographique. L'enquête comprenait 146 questions au sujet du parcours professionnel, de l'historique d'emploi, de l'expérience éducative, ainsi qu'une question ouverte pour permettre aux diplômés de fournir une narration écrite de leurs expériences de travail après l'obtention du diplôme (annexe 1). Chacun des 14 programmes a distribué directement le sondage à ses propres diplômés. Une version « ouverte » de l'enquête fut aussi effectuée par l'entremise de certains réseaux, dont l'ACÉDI. Cette version a généré 351 réponses additionnelles de la part d'anciens étudiants en ÉDI qui avaient, pour la plupart, étudié dans l'une des 14 institutions participantes. Au total, 1 901 réponses ont été comptabilisées, dont 520 réponses pertinentes à la question ouverte. Les données de la partie quantitative de l'enquête ont été analysées pour examiner les corrélations possibles entre des éléments précis de l'éducation des diplômés et leurs expériences de travail subséquentes. Les données issues de la portion qualitative (question ouverte) du sondage furent codées et analysées afin d'identifier des tendances dans le parcours de carrière des diplômés et de recueillir leurs réflexions sur leurs études postsecondaires.

C'est la première étude du genre au Canada. Les données de ce rapport offrent donc un premier aperçu sur les parcours de carrière et les situations d'emploi. D'autres questions de recherche se dégagent d'une étude novatrice comme celle-ci, et nous reconnaissons que des recherches additionnelles (avec de plus amples informations) seraient utiles pour les étudiants, les professeurs, les administrateurs de programmes et les employeurs. Lorsque nous avons terminé notre analyse, nous avons aussi trouvé des corrélations entre certaines réponses que nous aurions aimé examiner plus attentivement. Mais, en raison du grand

---

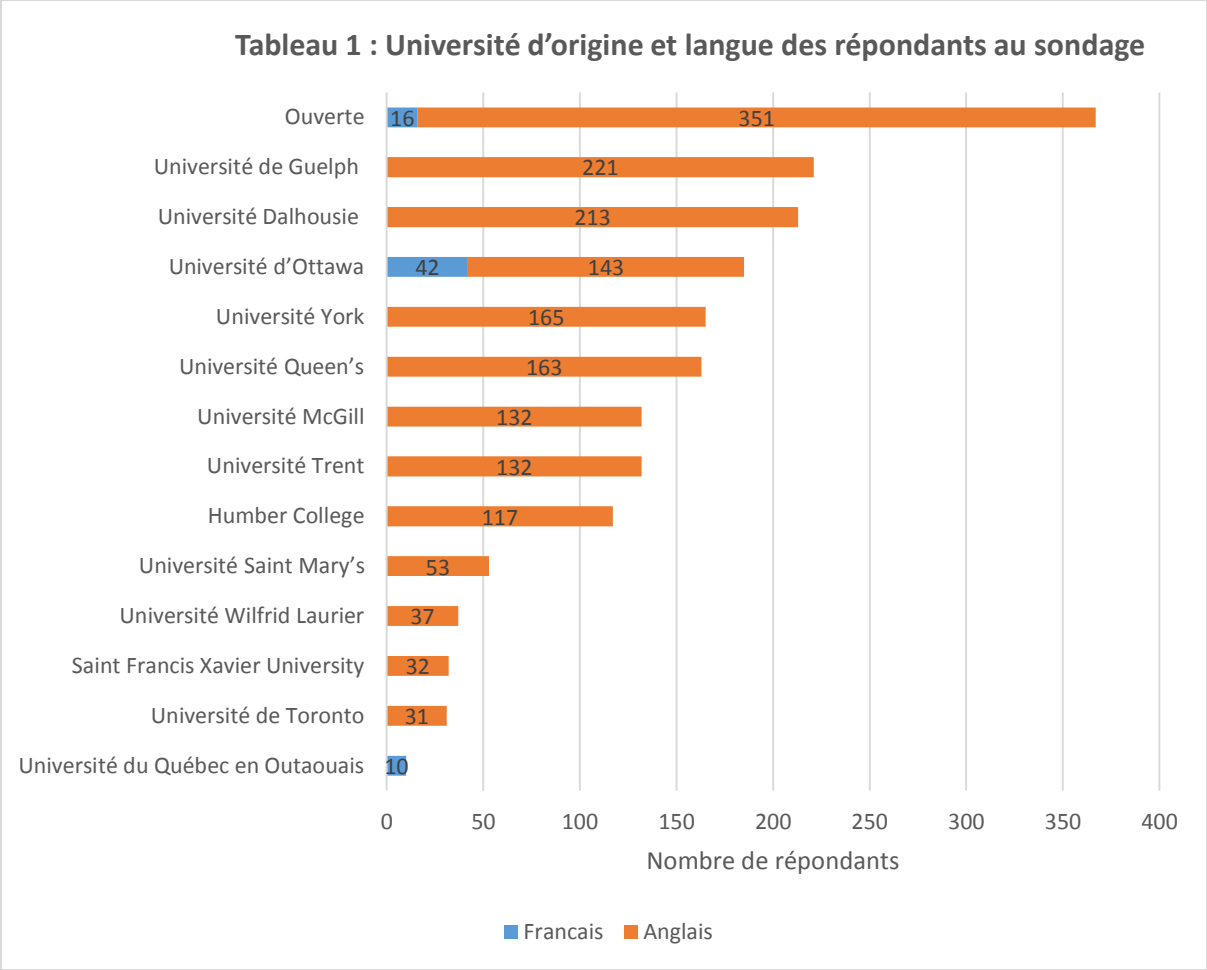
[1] Des rapports confidentiels sur les données individuelles des 14 programmes participant à cette étude ont été envoyés aux directeurs des programmes.

[2] Les 14 institutions sont les suivantes : L'Université Dalhousie, Humber College, l'Université McGill, l'Université Queen's, l'Université Saint Mary's, l'Université Saint-François Xavier, l'Université Trent, l'Université de Guelph, l'Université d'Ottawa, l'Université du Québec en Outaouais, l'Université de Toronto, l'Université de Waterloo, l'Université Wilfrid Laurier et l'Université York.

nombre de questions (146) et de réponses (1901), ces corrélations allaient au-delà de la portée de ce rapport. Par exemple, nous n'avons pas examiné la performance académique concernant le parcours de carrière subséquent des diplômés. Les données recueillies lors de l'enquête sont disponibles à des fins de recherches plus poussées. Vous pouvez accéder à ces données en consultant le site du projet : www.IDSemployment.weebly.com

L'échantillon du sondage

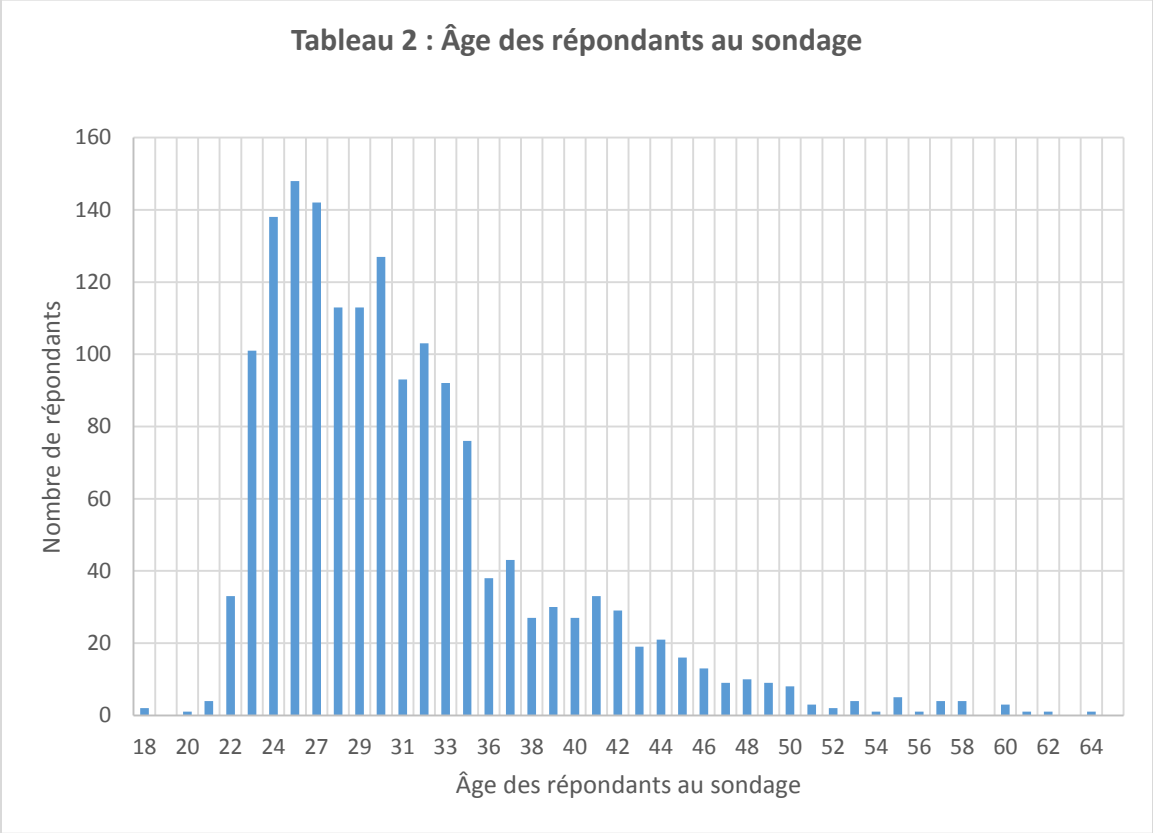
Université d'origine et langue des répondants au sondage : le tableau 1 présente le nombre de réponses pour chacun des 14 programmes d'ÉDI participant et pour la version « ouverte » de l'enquête. 95,6 % des réponses au sondage étaient en anglais et 4,4 % en français. Cet écart reflète le petit nombre d'universités, avec une population d'étudiants francophones, qui sont membres du CCPUÉDI (l'Université McGill, l'Université d'Ottawa, l'Université du Québec en Outaouais).

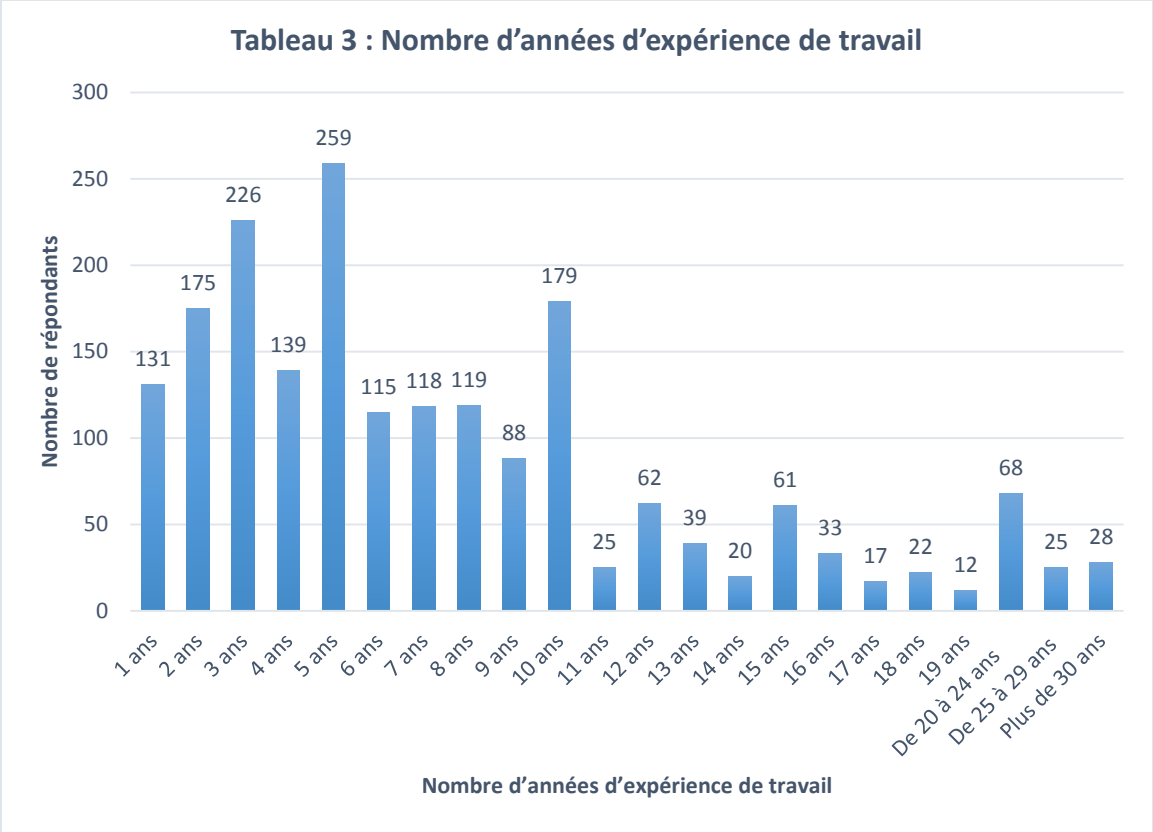


Genre : la majorité des répondantes étaient des femmes (37,3 %), ce qui reflète les tendances d'inscriptions dans la plupart des programmes en ÉDI au Canada.

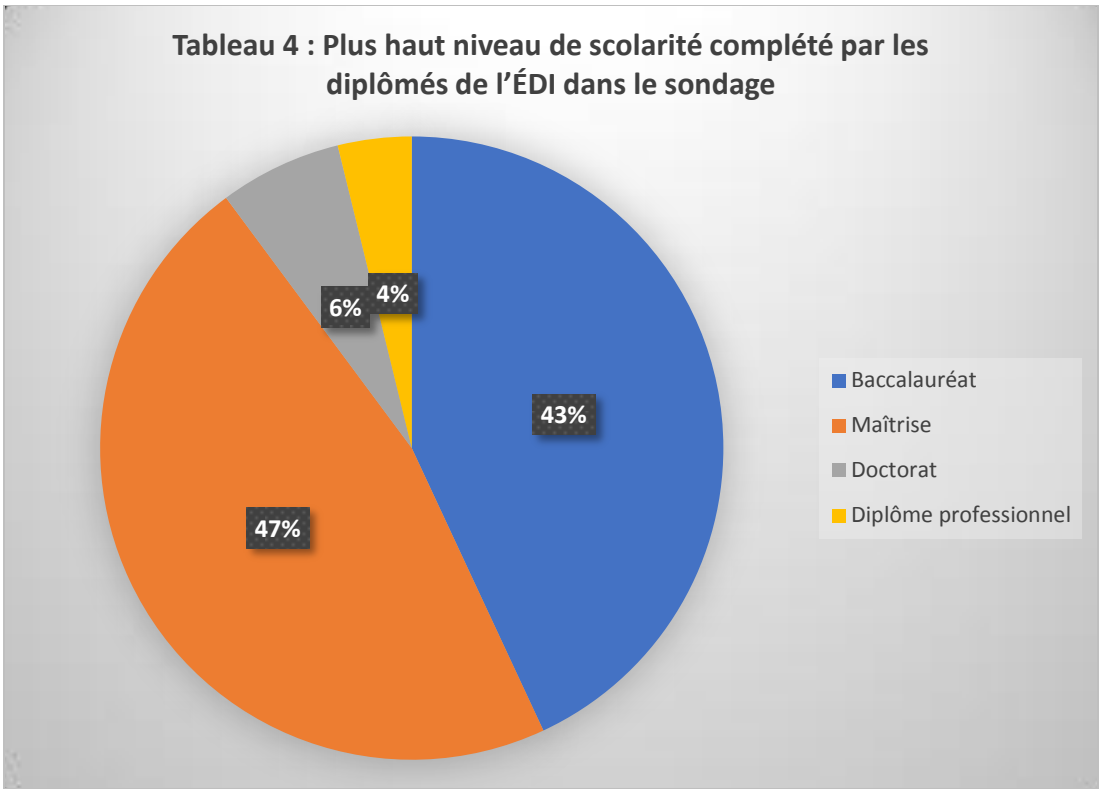
Ce chiffre est légèrement plus élevé que la proportion des femmes en sciences sociales (cohorte 2009/2010) au Canada (Ferguson et Wang 2014).

Âge et année d'expérience de travail : 81 % des répondants avaient de 21 et 35 ans (tableau 2). Leur moyenne d'années d'expérience postuniversitaire se chiffrait à 7,7 ans (tableau 3). Par conséquent, les données de ce rapport reflètent les expériences et les perspectives de diplômés à un stage relativement peu avancés de leurs carrières. Même si ce groupe ne représente pas l'ensemble des diplômés en ÉDI au Canada, l'expérience de travail de ces « récents diplômés » sera d'un intérêt particulier pour les étudiants actuels et potentiels des programmes d'ÉDI, ainsi que pour les étudiants qui viennent d'obtenir leur diplôme.





Éducation : En ce qui concerne l'éducation, deux des répondants (0,1 %) étaient titulaires d'un diplôme postsecondaire, 814 d'entre eux (42,8 %) étaient détenteurs d'un baccalauréat, 885 personnes (46,5 %) avaient une maîtrise, 119 répondants (6,3 %) avaient un doctorat, et 72 répondants étaient détenteurs d'un diplôme professionnel (en majorité en droit).



1. Parcours de carrière postuniversitaire au Canada : ce que la recherche nous apprend

Les frais de scolarité et les dettes étudiantes augmentent dans les universités et collèges du Canada. Les articles portant sur le chômage ou le sous-emploi chez les jeunes se multiplient, et un nombre croissant d'étudiants s'inquiètent du genre d'emploi qu'ils pourront décrocher dans un domaine particulier une fois leurs études terminées. Ils se demandent s'ils seront en mesure de rivaliser pour un emploi et combien d'argent ils gagneront s'ils l'obtiennent. Les études en développement international ne font pas exception à cette tendance. On exige des administrateurs de programmes et des professeurs qu'ils démontrent un lien entre un domaine d'étude particulier et un emploi rémunérateur dans l'avenir. Cette pression, qu'on leur fait subir, est palpable en ce qui concerne les programmes de lettres et sciences humaines où le « mythe du barista », qui suppose que les diplômés ne trouveront pas d'emploi gratifiant ou bien rémunéré, mène plusieurs étudiants à se tourner vers les domaines liés aux soi-disant STIM (science, technologie, ingénierie et mathématiques). De récentes études effectuées par Finnie et coll. (2016) réfutent ce mythe en démontrant que les diplômés des sciences sociales trouvent bel et bien des emplois bien

rémunérés. Cependant, les craintes de se retrouver sans emploi ou sous-payés exercent toujours une influence sur les choix des étudiants et des administrateurs universitaires.

Avant d'examiner les situations d'emploi spécifiques aux diplômés d'ÉDI au Canada, il est utile de placer les données analysées dans ce rapport dans le contexte plus large des tendances récentes de l'évolution de l'emploi et de l'éducation postsecondaire. En raison des différences de méthodologie et d'échelle, les données présentées dans ce rapport ne peuvent être comparées aux recherches sur l'emploi effectuées dans d'autres domaines. Une perspective plus large permet toutefois de mieux comprendre les expériences des diplômés d'ÉDI par rapport à leurs collègues qui possèdent un diplôme dans une autre discipline.

Emploi et revenu chez les titulaires d'un diplôme universitaire au Canada

Bon nombre de récents rapports ont utilisé des données de Statistique Canada pour suivre les niveaux d'emploi et les revenus de diplômés universitaires issus d'une vaste gamme de domaines d'études. Ces rapports n'offrent pas de résultats pour des programmes particuliers comme les ÉDI, mais elles fournissent des données utiles sur l'emploi des diplômés en sciences sociales, dont les ÉDI font partie. Toutes les données disponibles déboulonnent le « mythe du barista » selon lequel les diplômés en lettres et sciences sociales sont voués à des emplois précaires et peu rémunérés. S'il est vrai que les diplômés d'autres programmes, comme l'ingénierie, ont des salaires plus élevés, les données indiquent que les diplômés en sciences sociales se tirent bien d'affaire quand ils se retrouvent sur le marché du travail, et ce même pendant la période qui a suivi la crise financière de 2008. (Ferguson et Wong 2014 ; Finnie et coll. 2016)

En ce qui concerne l'emploi, le rapport de Statistique Canada intitulé, *L'obtention d'un diplôme au Canada : profil, situation sur le marché du travail et endettement des diplômés de 2009-2010, 2013*, révèle que 3 ans après l'obtention d'un diplôme, 95 % des diplômés en sciences sociales avaient trouvé du travail (84 % à temps plein et 11 % à temps partiel), une moyenne légèrement supérieure au taux de 92 % pour l'ensemble des programmes de baccalauréat. (Ferguson et Wang 2014 : tableau A5)

En ce qui concerne les revenus, les données de Statistique Canada pour la cohorte de 2009-10 révèlent que les diplômés en sciences sociales gagnaient bien leur vie. En 2013, le revenu médian annuel pour cette cohorte était de 47 000 $, alors que pour l'ensemble des programmes de baccalauréat, le revenu médian s'établissait à 53 000 $. Les 25 percentiles supérieurs des diplômés ayant un revenu élevé dans la cohorte 2009-10 en sciences sociales avaient des revenus médians de 58 000 $ en 2013, tandis que pour l'ensemble des programmes de baccalauréat, le chiffre s'élevait à 68 000 $. (Ferguson et Wang 2014 : tableau A11).

Le rapport de *l'Initiative de recherche sur les politiques de l'éducation* (EPRI, 2016) fait usage des données de Statistique Canada pour faire le suivi sur les revenus de diplômés (cohorte de 2005-2012) qui proviennent de 4 universités et d'une gamme de disciplines (Finnie et coll. 2016). Pour les diplômés en sciences sociales, les données indiquent un revenu médian de 36 300 $ dans l'année qui suit l'obtention du diplôme, alors que pour l'ensemble des domaines d'étude, le chiffre s'élève à 45 200 $ (Finnie et coll. 2016 : 10, 13). Huit ans après l'obtention du diplôme, les revenus des premiers atteignent 61 900 $, alors que ceux des seconds en sont à 74 900 $ (Finnie et coll. 2016 : 10, 15).

L'éducation supérieure et les situations d'emploi

Une tendance démontre que les Canadiens accèdent à un niveau de scolarité plus élevé, surtout dans les domaines liés aux affaires, à la gestion et au marketing (Statistique Canada, 2015). De ce groupe, une partie plus modeste entreprend des études en sciences sociales (7,5 % des diplômés en 2011), et une majorité (67 %) poursuit des études supplémentaires, au-delà du baccalauréat, dans l'ensemble des disciplines (Statistique Canada, 2015). Pour les étudiants et étudiantes en ÉDI, cela signifie que plus de deux tiers de leurs collègues en sciences sociales poursuivent des formations et des études supérieures. Dans ce contexte, un diplôme de premier cycle représente possiblement une formation insuffisante dans un marché du travail compétitif.

Un sondage (2012, 2015) du *Consortium canadien de la recherche sur les étudiants universitaires* (CCREU) démontre une corrélation positive entre l'éducation supérieure et la possibilité de dénicher « l'emploi souhaité » dans les 3 années suivant l'obtention du diplôme (Prairie Research Associates 2012; 2015). Ceci s'avère manifeste dans les données de sondage portant sur la concordance entre les études et la profession occupée après le diplôme. Alors que 81 % des postsecondaires et 80 % des étudiants de premier cycle dans l'ensemble des disciplines témoignent d'une concordance « étroite » ou « assez étroite », ce chiffre bondit à 92 % pour les étudiants en maîtrise et à 96 % pour les étudiants au doctorat (Ferguson et Wang 2014, 45).

En ce qui concerne les sciences sociales en particulier, 44 % des détenteurs d'un baccalauréat de la cohorte de 2009/2010 estiment que leur travail « ne concorde pas du tout » avec leur diplôme, alors que 36 % estiment que leur travail « concorde quelque peu » avec celui-ci. Seulement 21 % des répondants croient qu'il est « étroitement lié » au diplôme obtenu. En guise de comparaison, seulement 19 % des diplômés de l'ensemble des programmes de premier cycle rapportent que leur travail « ne concorde pas du tout » avec leur diplôme, alors que 22 % affirment qu'il « concorde quelque peu », et 58 % estiment que leur emploi « concorde étroitement » (Ferguson et Wang 2014 : tableau A7). À première vue, ces données suggèrent qu'il y a un écart plus prononcé entre le domaine d'étude et le secteur du travail pour les diplômés des sciences sociales.

Ce phénomène pourrait aussi être représentatif d'un manque de compréhension, chez les diplômés en sciences sociales, des compétences transférables acquises au premier cycle, d'où l'importance pour ces programmes, y compris les ÉDI, de sensibiliser les étudiants au sujet des compétences transférables à l'emploi qu'ils possèdent.

Les données sur la concordance entre domaine d'étude et domaine d'emploi montrent aussi une amélioration importante pour les diplômés en sciences sociales s'ils poursuivent une maîtrise ou un doctorat. À la maîtrise, 61 % des diplômés estiment que leur emploi actuel est « étroitement lié », et 23 % affirment qu'il « concorde quelque peu » à leur diplôme d'études supérieures. Seulement 15 % pensent que leur emploi ne « ne concorde pas du tout » avec les études complétées. Au doctorat, 80 % des diplômés estiment que leur emploi actuel est « étroitement lié », alors que 17 % affirment qu'il « concorde quelque peu » à leur diplôme d'études supérieures. Seulement 3 % croient que leur travail « ne concorde pas du tout » avec les études complétées. (Ferguson et Wang 2014 : tableau A7). En résumé, les études supérieures au niveau de la maîtrise et du doctorat améliorent significativement les chances qu'un diplômé en sciences sociales trouve un emploi dans son domaine choisi.

Les revenus des diplômés en sciences sociales augmentent également avec les études de deuxième et troisième cycle. Pour la cohorte 2009/2010, 3 années après l'obtention du diplôme, les détenteurs d'un baccalauréat gagnaient, en moyenne, 47 000 $. Pour leur part, les détenteurs d'une maîtrise et d'un doctorat avaient de revenus de 60 900 $ et 78 000 $ respectivement (Ferguson et Wang 2014 : tableau A11).

Enseignement expérientiel et programmes coop

Comme le soulignent Ferguson et Wang dans leur analyse de 2014, pour la cohorte 2009/2010, « nous percevons plusieurs bénéfices associés avec les programmes d'enseignement coopératifs » (2014 : partie 3, para 1). Les données empiriques indiquent qu'autant les étudiants que les administrateurs universitaires perçoivent un lien étroit entre les différentes formes d'enseignement coopératif et l'accès des étudiants à un emploi dans leur domaine. Les données de Statistique Canada pour la même cohorte dénotent également un impact positif pour les programmes d'alternance travail-études. On précise toutefois qu'il ne s'agit pas d'une solution miracle pour trouver de l'emploi.

Les étudiants de la cohorte 2009/2010 qui ont participé à des programmes coop se sont un peu mieux tirés d'affaire en ce qui concerne l'emploi, mais dans une proportion relativement faible (tableau 5). Les administrateurs de programmes d'ÉDI et de sciences sociales doivent analyser ces données avec précaution lorsqu'ils font des choix au sujet des maigres ressources dédiées à l'amélioration de l'emploi chez les étudiants. Les programmes coop sont encore relativement

rares et exclusifs. Au Canada, seulement 12 % des détenteurs d'un baccalauréat en 2009/2010 ont participé à un programme coop; pour l'ensemble des sciences sociales, ce chiffre atteignait 6 %, soit le même nombre qu'en 2005 (Ferguson et Wang 2014 : tableau A18). Les résultats comparant les résultats des étudiants coop et des étudiants n'ayant pas suivi un programme d'enseignement coopératif se trouvent au tableau 5 ici-bas. Ces données couvrent des diplômes de toutes les disciplines, et il est à noter que les programmes coop sont très concentrés dans trois domaines : architecture et ingénierie; mathématiques, science informatique et science de l'information; affaires, gestion et administration publique (Ferguson et Wang 2014 : partie 3 para 4). C'est donc dire que la pertinence des programmes coop dans les autres domaines d'étude, dont les ÉDI, doit être analysée avec prudence.

Tableau 5 : Participation au marché du travail en 2013 pour les diplômés de 2009-10 ayant pris part au programme CO-OP vs les diplômés n'ayant pas participé à ce programme		
	Programme coop	**Sans programme coop**
Ont un emploi	94%	91%
Ont un emploi à temps plein	90%	83%
Ont un emploi à temps partiel	4%	8%
Sont sans emploi	3%	5%
Mesure dans laquelle l'emploi était lié aux études, programme coop comparé à sans programme coop		
Directement lié	69%	57%
Indirectement lié	18%	23%
Non lié	13%	20%
Salaire annuel brut moyen		
	$55,000	$53,000

Relation entre l'emploi actuel et le domaine d'étude

Comme il est noté plus haut, lorsque les diplômés en sciences sociales (2009/2010) ont été sondés en 2013, ils ont indiqué une moindre concordance entre leur emploi et le domaine d'étude en comparaison aux diplômés d'autres disciplines. En ce qui concerne les sciences sociales en particulier, 44 % des détenteurs d'un baccalauréat de la cohorte de 2009/2010 estiment que leur

travail « ne concorde pas du tout » avec leur diplôme, alors que 36 % estiment que leur travail « concorde quelque peu » avec celui-ci. Seulement 21 % des répondants croient qu'il est « étroitement lié » au diplôme obtenu. En guise de comparaison, seulement 19 % des diplômés de l'ensemble des programmes de premier cycle rapportent que leur travail « ne concorde pas du tout » avec leur diplôme, alors que 22 % affirment qu'il « concorde quelque peu », et 58 % estiment que leur emploi « concorde étroitement » (Ferguson et Wang 2014 : tableau A7).

À première vue, ces données semblent indiquer qu'il n'y a guère de concordance entre des études en sciences sociales et un emploi subséquent. Toutefois, ces données peuvent aussi indiquer une occasion manquée de sensibiliser les étudiants au sujet d'un vaste éventail des compétences transférables qu'ils ont acquises au cours de leurs études. Ces occasions ratées sont particulièrement importantes dans le domaine des sciences sociales (et des ÉDI), car la compréhension du corolaire emploi-études y demeure très subjective. Par exemple, un diplômé d'ÉDI qui est devenu journaliste, professeure ou avocat pourrait penser que son emploi ne concorde pas du tout avec son domaine d'étude. Pourtant, un autre diplômé — dans un poste semblable — pourrait prétendre le contraire s'il mettait l'accent sur les compétences transférables comme la recherche, l'esprit critique, la rédaction, l'exposé oral, le travail d'équipe, les communications interculturelles et la compréhension générale. Comme nous le soulignons dans la partie suivante du rapport, puisqu'il y a peu d'emplois disponibles dans le secteur du développement international au Canada, il est essentiel, pour les programmes d'ÉDI, de bien préparer les étudiants à une gamme de secteurs d'emploi, et de démontrer l'importance des compétences transférables acquises par les étudiants en ÉDI. Ainsi, ils pourront s'attaquer à un large éventail de professions qui se trouvent au-delà du secteur étroitement défini du « développement international ».

Les statistiques ne disent pas tout

Les données de Statistique Canada, mises en valeur dans la partie précédente du rapport, sont rassurantes en ce qui touche à l'emploi et au revenu des diplômés en sciences sociales. Cependant, les données seules ne témoignent pas de la transition que font les étudiants lorsqu'ils accèdent au marché du travail. Elles ne nous disent rien des obstacles auxquels ils font face et sur les stratégies qu'ils doivent adopter pour relever ces défis. Les données ne révèlent rien sur l'état d'esprit des étudiants en transition ou sur leur degré de satisfaction professionnelle. Qui plus est, les données sur les diplômés en sciences sociales n'offrent pas de renseignements précis sur les étudiants en ÉDI ; renseignements qui pourraient bien s'avérer différents de ceux des autres domaines en sciences sociales.

Recherches effectuées sur les parcours de carrière des diplômés en ÉDI

Un petit nombre d'études, portant plus précisément sur les ÉDI au Canada, nous donnent un important aperçu de la corrélation entre éducation et emploi. Notre rapport vise à contribuer davantage à ce thème.[3]L'enquête de Child et Manion (2004), effectuée auprès de 117 diplômés et étudiants du premier cycle, révèle que 90 % des diplômés et 93 % des étudiants du premier cycle en ÉDI s'attendaient à entreprendre des carrières en développement international à la fin des études. Ils visaient, en particulier, les agences gouvernementales, les organisations non gouvernementales et les institutions multilatérales (Child et Manion 2004). Toutefois, après l'obtention du diplôme, un nombre important d'entre eux (35 % des diplômés et 39 % des étudiants) se sentaient mal préparés pour cette carrière. Ces opinions reflètent la « rareté relative (ou perçue) des possibilités d'emploi qui sont présentement disponibles dans le domaine du développement » (2004, 177).

L'enquête de Child et Manion met en valeur une des conclusions de Van Rooy (1999). Il s'agit d'une analyse de l'emploi dans le secteur du développement international au Canada. Les chiffres sont modestes et probablement en recul. Par exemple, une analyse des données de l'Agence de revenu du Canada (ARC) sur les « œuvres de bienfaisance », effectuée pour les membres du Conseil canadien pour la coopération internationale (CCCI) en 2014, révèle que 58 membres du CCCI employaient 5152 personnes à temps plein et 4499 personnes à temps partiel au Canada et à l'étranger. Lorsque qu'on soustrayait les données de l'employeur le plus important (Croix-Rouge canadienne), le total des emplois à temps plein pour les membres du CCCI avec le statut d'organisme de bienfaisance, s'élevait à 3250 et les emplois à temps partiel comptaient 1195 postes.[4] Ces chiffres ne représentent pas l'ensemble des emplois rémunérés pour le secteur du développement international au Canada ; les petits organismes de bienfaisance provinciaux, les ONG sans statut caritatif, le gouvernement (Affaires mondiales Canada), les institutions multilatérales et les consultants en sont exclus. Qui plus est, les données ne tiennent pas compte des individus qui travaillent dans le secteur privé et/ou l'entrepreneuriat social.

Les données de l'ARC nous donnent toutefois une idée de la taille réduite du secteur étroitement défini du développement international au pays. Une vingtaine de programmes d'ÉDI (ou de programmes qui leur sont étroitement apparentés) produisent au Canada environ 1000 diplômés par année. Il est donc important de comprendre à quel genre d'emplois ils auront accès, et jusqu'à quel point, selon eux, ces emplois concorderont directement ou indirectement avec le développement international.

---

[3] Nous voulions savoir s'il existait des analyses semblables ailleurs au monde, mais nous n'avons trouvé aucune étude portant sur le lien entre les ÉDI et les parcours de carrière subséquents.

[4] On a obtenu ces données par l'entremise de John Cameron : john.cameron@dal.ca

Un examen du cursus en ÉDI au Canada et de la situation d'emploi des diplômés de ce programme indique que les étudiants acquièrent bel et bien un vaste éventail de compétences transférables à un grand nombre de professions. Il est donc essentiel que les programmes d'ÉDI présentent toute la gamme des options de carrière auxquelles les étudiants ont accès en mettant l'accent sur les compétences transférables dont ils auront besoin. Il reste toutefois à clarifier quelles compétences sont le plus utiles pour obtenir un emploi.

Dans le cadre de plusieurs études, pour corriger le sentiment d'être mal préparé à l'emploi, les étudiants ont indiqué qu'ils voyaient d'un bon œil les programmes d'alternance travail-études (ou programmes coop) à cause de leur accent sur les compétences pratiques. (Child et Marion 2004 ; Einsiedel et Parmer 1995 ; Grey et coll. 2005 ; Morrison 2004). Des conclusions similaires, touchant à l'importance perçue des stages de formation, se retrouvent dans le « livre blanc » (2003) de l'ACÉDI et de l'Institut Nord-Sud (INS) sur les programmes d'études en développement international au Canada. Ce document soulignait que les ONG et les gouvernements devaient collaborer pour examiner, remanier et accroitre le financement des programmes de stage, afin d'offrir plus d'expérience pratique aux étudiants.

Deux études ont notamment examiné le thème de l'emploi chez les diplômés en ÉDI, bien qu'elles soient de la perspective des employeurs potentiels. Elles ont révélé que les employeurs attachaient une importance particulière aux compétences transférables telles que les aptitudes interculturelles et interpersonnelles, la flexibilité, la résolution de problèmes, le leadership, l'autonomie et les compétences en négociation (Simbandumwe 2006). De plus, 47 % des dirigeants d'ONG interrogés ont souligné l'importance du bénévolat et la capacité d'accomplir de multiples tâches (Robinson 2013). Il faut donc conclure que les employeurs du secteur du développement international valorisent prioritairement les compétences « personnelles » ou générales qui se transfèrent bien aux autres secteurs.

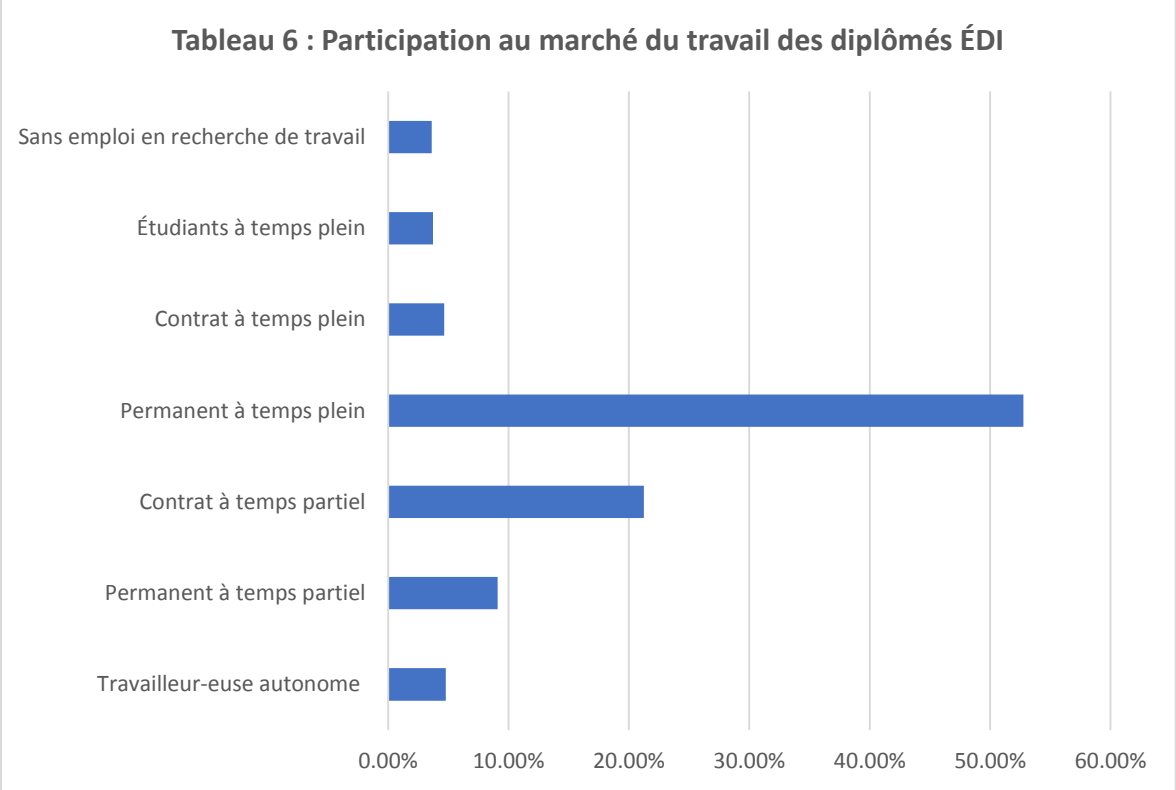
Malgré ces études, nous en connaissons relativement peu sur la relation entre l'enseignement offert aux ÉDI et le parcours de carrière des diplômés de ce programme. Plus spécifiquement, nous ne savons pas si les carrières de diplômés sont influencées par des éléments précis comme l'apprentissage expérientiel, les études langagières et les expériences à l'étranger. La prochaine partie de ce rapport cherche à combler les lacunes identifiées entre l'enseignement reçu dans le cadre des programmes d'ÉDI et le parcours des diplômés en ÉDI au Canada.

2. Caractéristiques de l'emploi chez les diplômés en ÉDI

Les étudiants et les nouveaux diplômés de toutes les disciplines ont des inquiétudes face à leur future carrière. Est-ce que j'aurai un emploi lorsque j'aurai terminé mes études ? Quel programme m'offre les meilleures chances d'obtenir un emploi ? Est-ce qu'un baccalauréat sera suffisant ? Est-ce que la maîtrise m'aidera à obtenir l'emploi souhaité ? Devrais-je faire un stage de formation ? Est-ce que des études à l'étranger vont m'aider à trouver du travail ? Est-ce que je vais gagner assez d'argent en choisissant ce parcours de carrière ? Si je poursuis mes études, vais-je gagner plus d'argent plus tard ? Ai-je besoin de beaucoup d'expérience professionnelle pour travailler dans mon domaine ? Dans le secteur du développement international, les étudiants peuvent aussi se poser les questions suivantes : est-ce que je dois apprendre d'autres langues pour travailler dans ce domaine ? Est-ce que j'aurai la chance de travailler à l'étranger ? Est-ce que je dois le faire ? Dans cette partie du rapport, nous présentons des données qui aideront à répondre à ces questions.

Les diplômés en ÉDI trouvent-ils de l'emploi ?

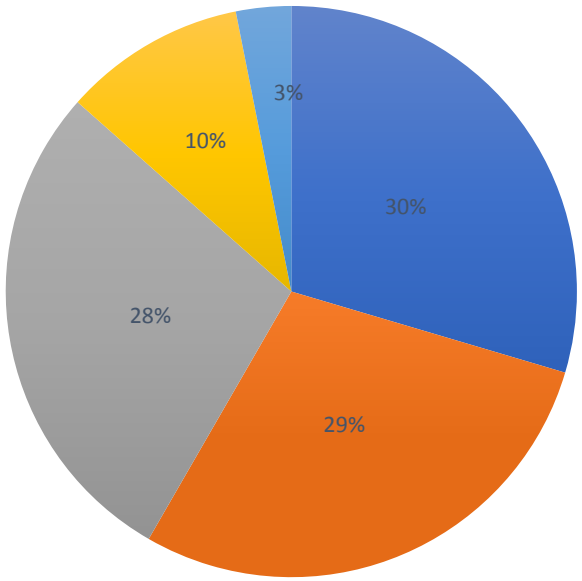
Il est encourageant de constater que 86 % des répondants avaient du travail lorsqu'ils ont répondu au sondage en 2016. Comme le démontre le tableau 6, la majorité occupait des postes permanents à plein temps (52,8 %), ou des postes contractuels à temps plein (21,3 %). Parmi les répondants qui ont affirmé être sans emploi, bon nombre d'entre eux étaient aux études à plein temps et avaient entamé des études de deuxième ou de troisième cycle. Ils n'étaient donc pas à la recherche d'un emploi. Seulement 4,8 % des répondants ont indiqué être sans emploi et à la recherche de travail (tableau 12).



Dans quels secteurs et dans quel domaine d'emploi les diplômés en ÉDI œuvrent-ils ?

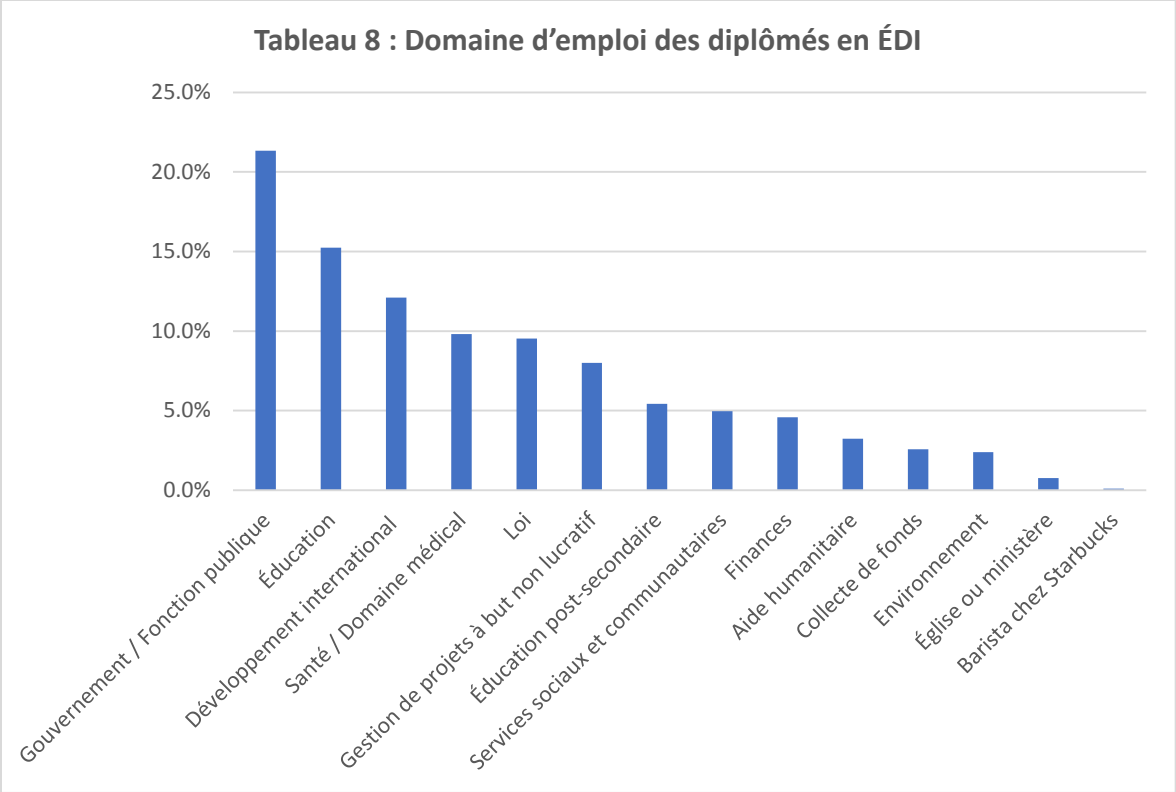
Le tableau 7 présente les secteurs principaux où les répondants travaillent. On constate une répartition plutôt équilibrée entre le secteur privé (30 %), le secteur public/gouvernemental (29 %), et le secteur des ONG/société civile (28 %). Enfin, 10 % des diplômés travaillent dans un milieu universitaire ou de recherche, ou encore travaillent à leur compte (3 %).

Tableau 7 : Secteurs de la main d'œuvre dans lesquelles les diplômés en ÉDI travaillent actuellement



Privé | Public | Société civile | Milieu universitaire | Travailleur-euse autonome

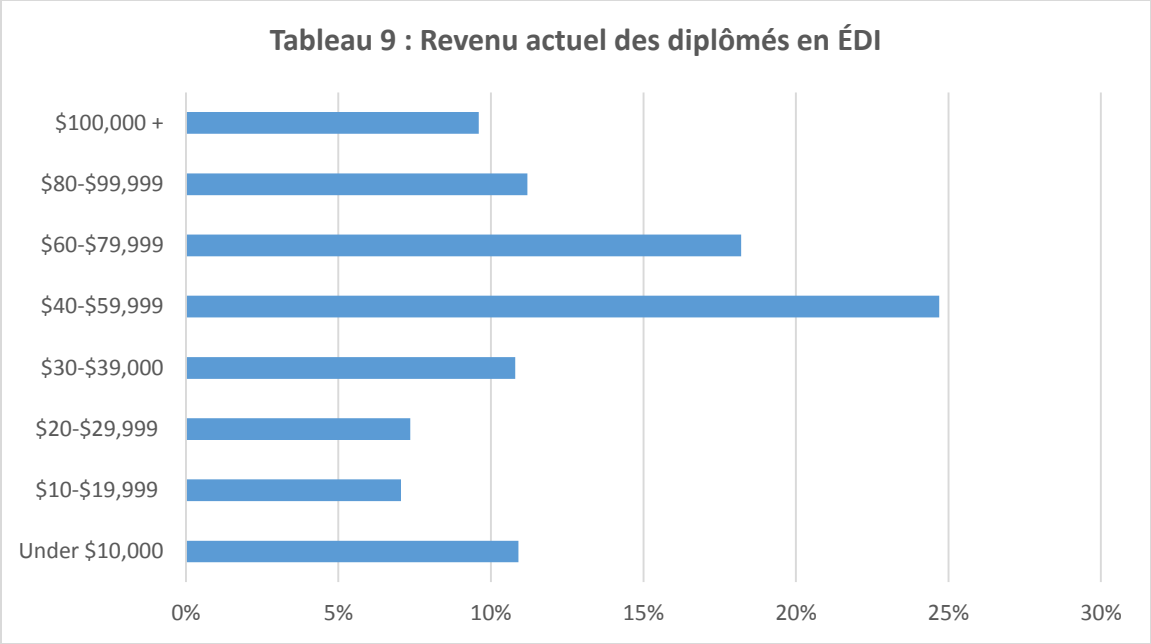
En réponse à la question 1.13 « Dans quel domaine travaillez-vous ? », on dénote plus d'une centaine de réponses différentes (voir le tableau 8 pour les plus communes). Par contre, il faut souligner que presque tous les diplômés occupaient des postes professionnels. Le secteur du commerce au détail ne représente que 1,3 % des réponses reçues. Enfin, des 1644 de diplômés en ÉDI, un seul a répondu qu'il occupait un poste de barista !



La question « Quel est le titre du poste que vous occupez actuellement ? » a aussi généré une centaine de réponses. Même si plusieurs diplômés n'ont pas répondu à cette question, les réponses les plus communes sont : consultant (13), coordonnateur de programme (15), analyste de politique (13), agent de programme (13), gestionnaire de projet (13), associé (12) directeur général (10), gérant (10), adjoint de programme (10).

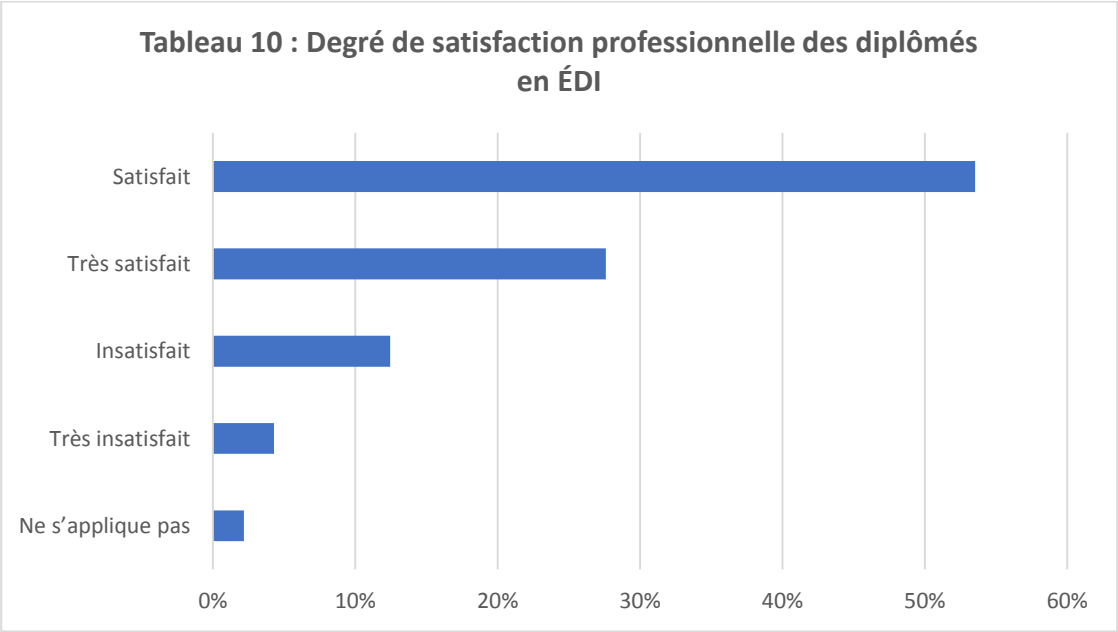
Combien d'argent les diplômés gagnent-ils ?

Les diplômés en ÉDI qui ont répondu à cette question gagnent bien leur vie si l'on considère qu'ils ont de 21 à 35 ans et qu'une part significative des répondants était aux études à temps plein (9,1 %) ou avait terminé les études moins d'un an avant le sondage (6,1 %). La plupart des répondants se trouvaient dans les tranches de revenu suivantes : 40 000 $ à 60 000 $ (25 %), 60 000 $ à 80 000 $ (18 %) et 80 000 $ à 100 000 $ (11,2 %) (Tableau 9). Il est important de souligner que ces données sont réparties sur toute une gamme de carrières et d'années d'expérience professionnelles. Même si nous n'avons pas fait la corrélation de lien entre le revenu et le nombre d'années d'expérience, les données de Statistique Canada, présentées à la partie 1 de ce rapport, démontrent clairement que les diplômés en sciences sociales peuvent s'attendre à une augmentation constante de leur revenu avec le temps.



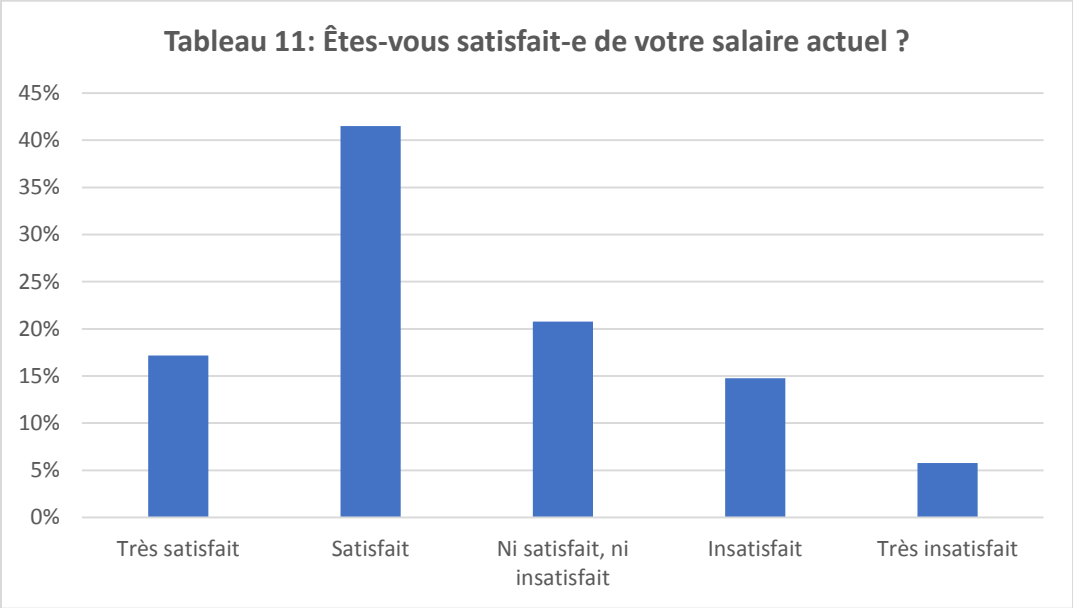
Les diplômés sont-ils satisfaits de leur carrière et leur revenu ?

Les diplômés en ÉDI ont répondu en très forte majorité qu'ils étaient « satisfaits » ou « très satisfaits » (80,9 %) de leur carrière, ce qui est sans doute plus important que le salaire. (Tableau 10). Fait intéressant, il y a un lien très faible entre la satisfaction professionnelle, les années d'expérience et le revenu.

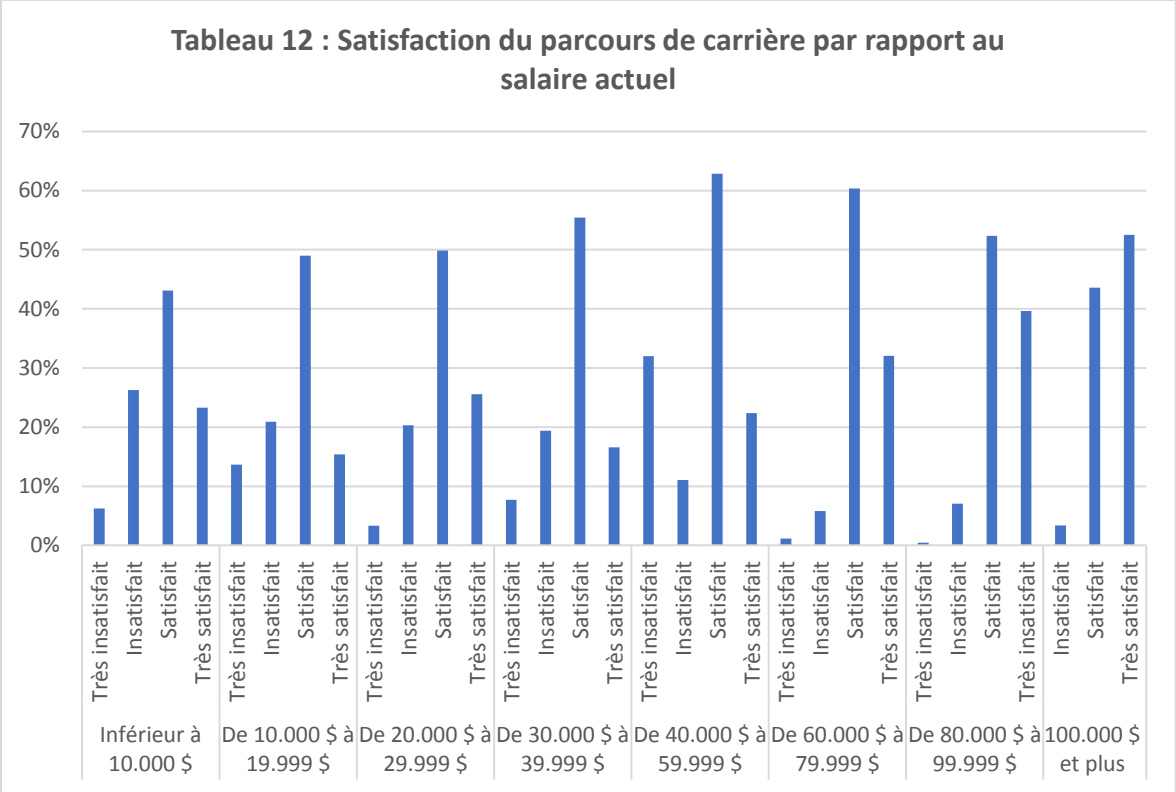


Le tableau 11 présente le degré de satisfaction des répondants avec leur salaire actuel. La majorité des répondants se disent « satisfaits » ou « très satisfaits »

(52,3 %), alors que 18,3 % des répondants se disent « insatisfaits » ou « très insatisfaits ».



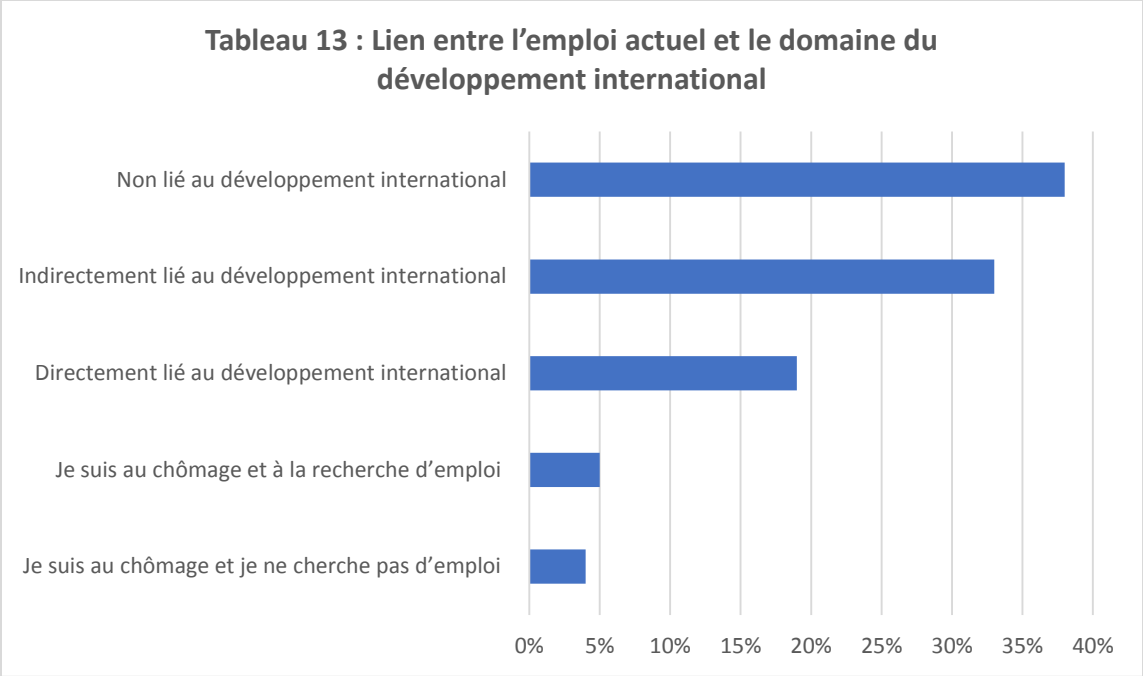
Les données liées au salaire actuel, seules, ne reflètent pas les préoccupations des individus qui envisagent une éducation postsecondaire. Ces données n'en révèlent pas plus sur le potentiel d'un parcours de carrière. Le tableau 12 présente le degré de satisfaction pour le parcours de carrière dans chaque catégorie de salaire annuel. Ce tableau démontre que, dans chaque fourchette de rémunération, la large part des répondants se disent « satisfaits » de leur salaire actuel. Il démontre aussi que les diplômés se trouvant au bas de l'échelle salariale sont tout de même relativement satisfaits de leur parcours de carrière. Cela suggère une certaine confiance en l'avenir pour ce qui touche à l'emploi et à la rémunération.



Les emplois des diplômés en ÉDI concordent-ils avec leur éducation ?

Une très grande part des répondants (83,8 %) sont d'accord ou tout à fait d'accord pour dire qu'ils ont choisi les ÉDI parce qu'ils souhaitaient travailler dans le domaine du développement international. Une part légèrement plus faible (64,1 %) a indiqué qu'ils désiraient toujours travailler dans ce domaine après la fin de leurs études. Étant donné le nombre restreint de postes traditionnels en développement international et le nombre croissant de diplômés, ces espoirs semblent voués à la déception. Les données du tableau 13 indiquent que seulement 19,1 % des diplômés perçoivent un lien direct entre leur emploi et le domaine du développement international, alors que 33,4 % rapportent un lien indirect et 38,1 % ne perçoivent aucun lien. Toutefois, les données touchant au degré de satisfaction du parcours de carrière (tableau 11) révèlent que les diplômés sont satisfaits, et que cette satisfaction n'est pas tributaire du lien perçu entre l'emploi et leur diplôme en ÉDI.

De ces résultats, nous tirons la conclusion que les programmes d'ÉDI offrent une gamme de compétences transférables qui aident les diplômés à se trouver du travail dans un large éventail de carrières. Le degré très élevé de satisfaction professionnelle chez les diplômés en ÉDI (tableau 10) indique que ces derniers peuvent trouver des emplois intéressants, gratifiants et bien rémunérés dans bon nombre de domaines, y compris, mais sans s'y restreindre, dans le domaine du développement international.



Pour les étudiants qui prévoient faire des études en développement international, pour ceux déjà inscrits à des programmes d'ÉDI ainsi que pour les professeurs et les administrateurs de programmes, ces résultats signalent deux conclusions importantes. Premièrement, il est probable que peu de diplômés en ÉDI se trouveront un emploi en développement international. Une part bien plus importante d'entre eux auront des carrières indirectement liées ou sans aucun lien à leur domaine. Toutefois, la majorité des diplômés en ÉDI, qui ne travaillent pas en lien avec le développement international, se disent satisfaits de leur carrière. Ils gagnent bien leur vie et estiment qu'ils ont acquis les compétences transférables nécessaires pour trouver un emploi gratifiant.

Où les diplômés en ÉDI travaillent-ils ?

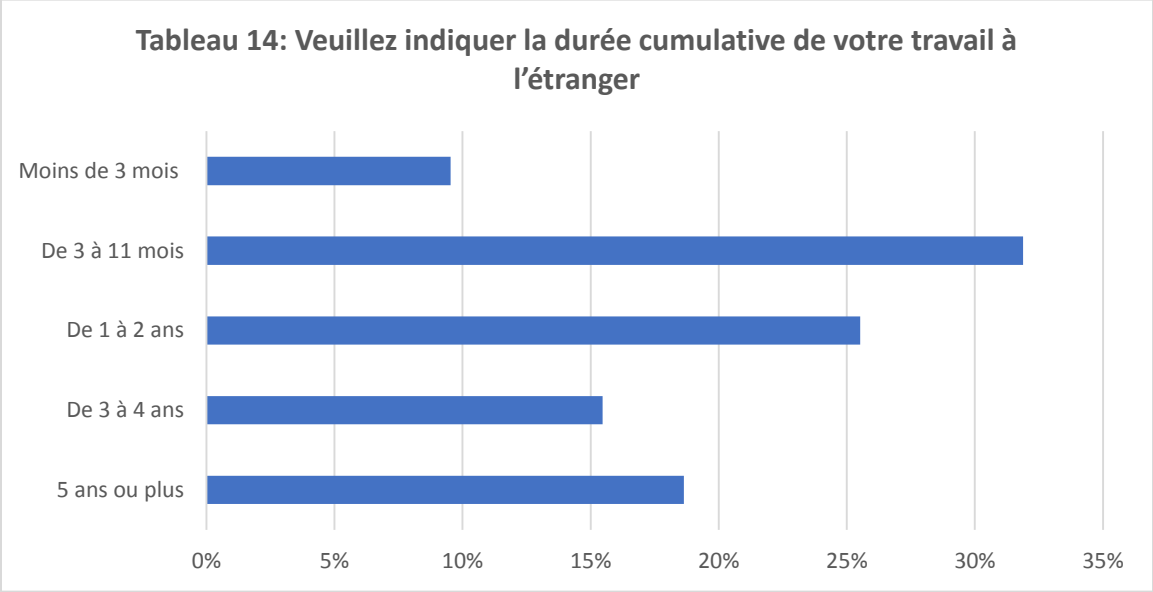
Pour plusieurs étudiants, une carrière en développement international évoque des promesses de travail et de voyages outremer. Notre étude, cependant, révèle que 79,3 % des diplômés en ÉDI travaillaient au Canada au moment de notre enquête. Pour le reste des diplômés ayant du travail, soit 20,7 %, la répartition est la suivante : États-Unis (29,8 %) ; Afrique subsaharienne (17,4 %) ; Europe (13,6 %) ; les Amériques (8,8 %) ; Moyen-Orient (7,4 %) Royaume-Uni (7,0 %) ; Asie du Sud-Est (5,3 %) ; Australie et Nouvelle-Zélande (2,6 %) ; Afrique du Nord (0,9 %).

Pour ceux qui travaillaient au Canada, les villes qui emploient le plus de diplômés en ÉDI sont : Toronto et la région du Grand Toronto (39,4 %); Ottawa (21,9 %); Halifax (5,8 %); Montréal (5,1 %); Vancouver (4,3 %); Calgary (2,8 %); Guelph (2,5 %) et Edmonton (1,6 %). De nombreuses villes d'un bout à l'autre du pays se partagent les 16,6 % restant.

Fait à noter, une grande part des répondants (51 %) n'ont pas eu à déménager pour trouver leur emploi (Question 2.5). Les diplômés en ÉDI ont été en mesure de travailler dans la localité de leur choix.

Le travail outremer dans le parcours de carrière

Même si seulement 20,7 % des répondants travaillaient à l'extérieur du pays au moment de l'enquête, un peu plus de la moitié d'entre eux (50,2 %) avaient travaillé à l'étranger à un moment ou à un autre depuis l'obtention de leur diplôme. La plupart travaillaient (54,8 %) dans un emploi rémunéré, alors que les autres (34,1 %) recevaient un honoraire ou une allocation de subsistance. Enfin, 11,1 % des diplômés avaient fait du bénévolat à l'étranger.
Le tableau 14 présente la longueur cumulée du temps passé à l'étranger par les répondants, la plus commune étant de 3-11 mois. L'enquête n'a pas révélé de lien important entre la satisfaction professionnelle et le travail outremer. Pour les diplômés en ÉDI, donc, le travail à l'extérieur du Canada ne semble pas affecter leur degré de satisfaction avec leur carrière.



3. Le rôle de l'éducation dans un parcours de carrière en ÉDI

Les données de l'enquête indiquent que les études de deuxième et troisième cycle sont de plus en plus nécessaires pour décrocher un emploi, qu'il soit en lien ou non avec le développement international. Un nombre important de diplômés ont fait des études supérieures ou terminé un diplôme professionnel, et plus de 75 % d'entre eux ont affirmé que le diplôme d'études supérieures était

« assez important » ou « très important » pour décrocher un emploi dans leur domaine.

Quel est le niveau de scolarité des diplômés en ÉDI ?

La majorité des répondants au sondage (57 %) avaient fait des études au-delà du baccalauréat : 43 % des répondants étaient détenteurs d'un baccalauréat, tandis que 46,8 % avaient obtenu une maîtrise et 6,3 % possédaient un doctorat. Enfin, 3,8 % des répondants étaient détenteurs d'un diplôme professionnel, principalement en droit.

Quelle est l'importance des études supérieures pour trouver un emploi ?
Les diplômés, y compris ceux qui n'avaient pas de diplôme d'études supérieures, ont indiqué très clairement que les études au-delà du baccalauréat étaient nécessaires pour trouver du travail dans leur domaine. Presque 85 % ont noté que les études supérieures étaient « très importantes » (52,4 %) ou « assez importantes » (32,3 %). Seulement 15,3 % des répondants ont affirmé que les études au-delà du baccalauréat n'étaient pas importantes.
Les diplômés attachaient moins d'importances aux formations techniques ou professionnelles. En effet, 23,5 % croyaient qu'elles étaient « très importantes », 45,6 % affirmaient qu'elles étaient « assez importantes » et 30,8 % pensaient qu'elles n'étaient « pas importantes ».

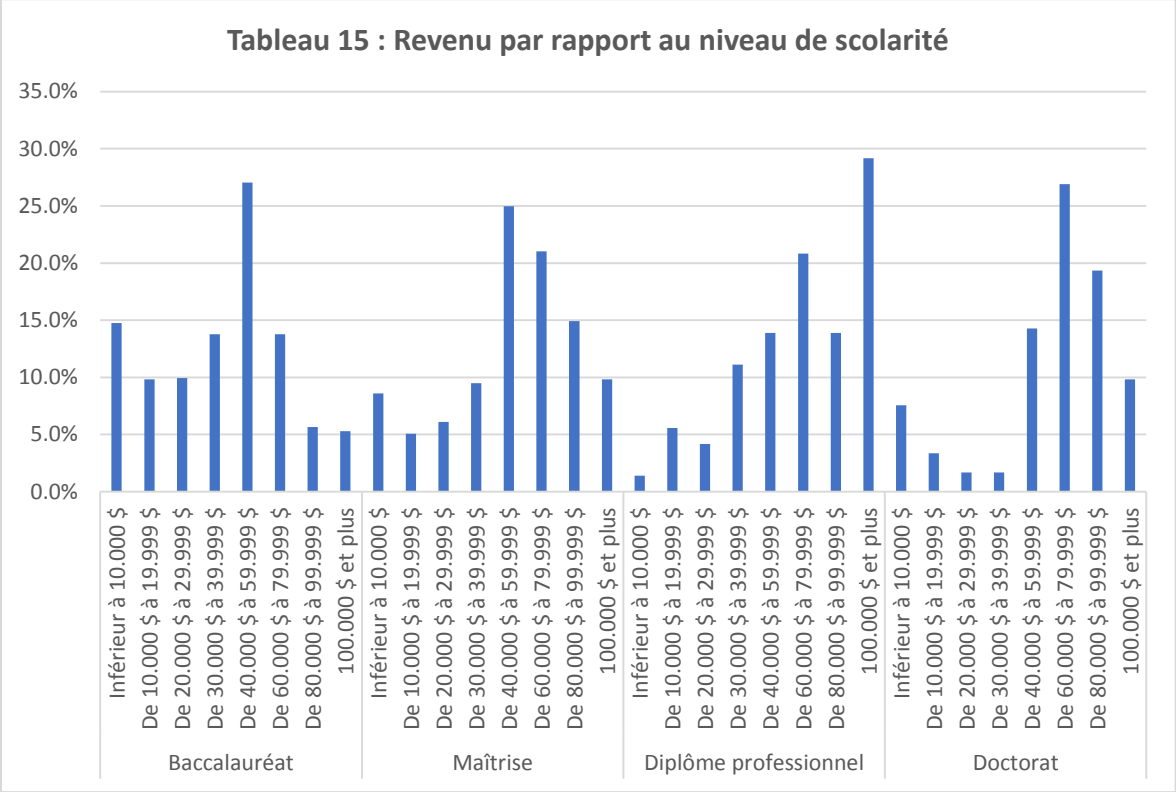
Ces chiffres illustrent bien une tendance chez les étudiants canadiens en sciences sociales. En effet, 67 % d'entre eux poursuivent des études supérieures (Statistique Canada 2015).

Les études supérieures augmentent-elles les chances de décrocher et d'aimer un emploi ?

L'enquête a révélé un lien positif et important ($p<=0,05$) entre le niveau de scolarité et le degré de satisfaction professionnelle, ce qui indique que les personnes qui ont fait des études supérieures ont davantage tendance à obtenir des emplois satisfaisants. Ce résultat concorde avec les sondages du CCREU (2012, 2015), qui avaient révélé que les études supérieures étaient associées à la probabilité de décrocher « l'emploi souhaité » dans les 3 années suivant l'obtention du diplôme (Prairie Research Associates 2012, 2015).
Les diplômés d'ÉDI qui poursuivent des études supérieures sont-ils mieux rémunérés ?

Le tableau 15 illustre le lien entre le niveau de scolarité et le revenu. Quelques résultats méritent d'être soulignés :
La plupart des détenteurs d'un baccalauréat ou d'une maîtrise gagnent entre 40 000 $ et 60 000 $.
La plupart des détenteurs d'un diplôme professionnel ou d'un doctorat gagnent entre 60 000 $ et 70 000 $

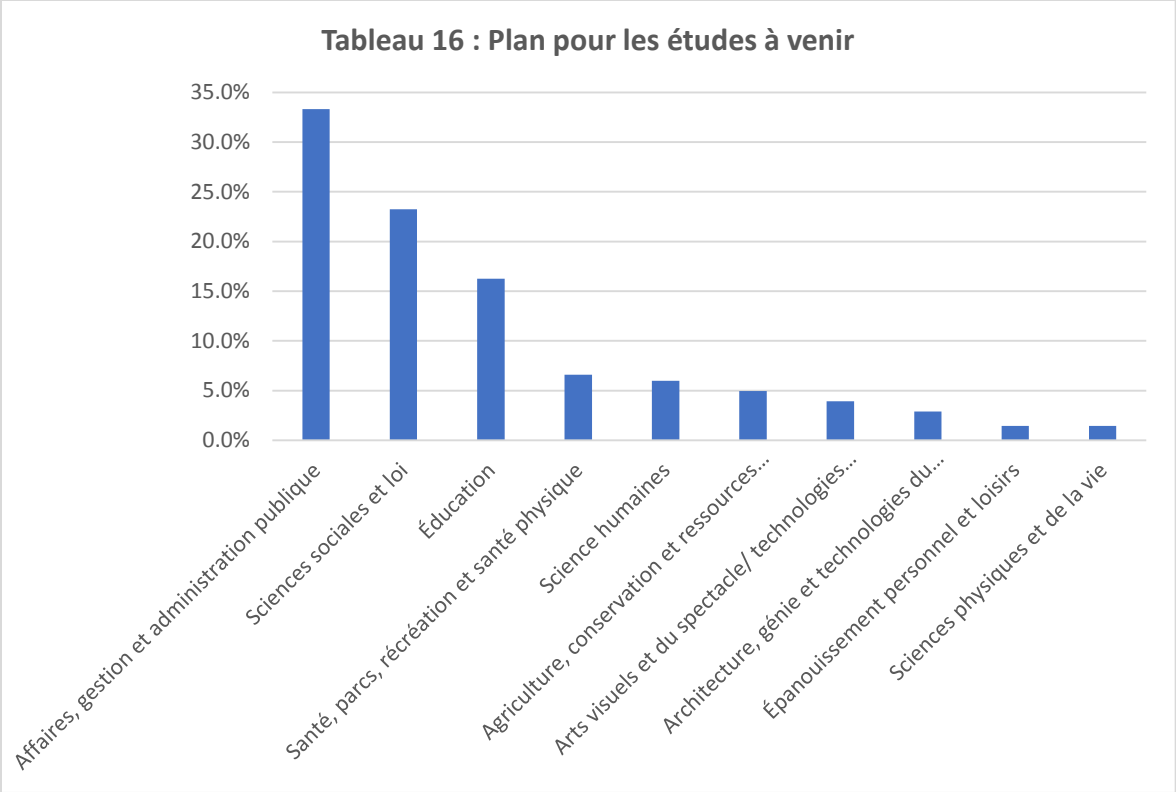
Le nombre des répondants qui ont des revenus supérieurs à 60 000 $ est de 24,69 % au baccalauréat, il passe à 63,89 % au diplôme professionnel, à 70,74 % pour une maîtrise et augmente à 71,43 % au doctorat.



Plan pour les études à venir

Bien que 57 % des diplômés aient déjà terminé des études au deuxième cycle, près de la moitié (47,8 %) des répondants avaient l'intention de poursuivre leurs études au-delà du diplôme qu'ils détenaient déjà.

Parmi les répondants qui ont affirmé vouloir poursuivre leurs études, 29,8 % avaient l'intention de continuer dans le domaine des ÉDI, alors que 70,2 % d'entre eux ont indiqué qu'ils allaient changer de discipline. Ces résultats viennent en appuyer d'autres. Par exemple, plusieurs diplômés ont exprimé le désir de suivre une formation plus pratique après leur baccalauréat. Il y a lieu de souligner que ceux qui souhaitaient poursuivre leurs études choisissaient principalement l'administration des affaires, la gestion et l'administration publique (tableau 16). Ceci suggère un intérêt certain à faire l'acquisition de compétences administratives pratiques en complément à leurs compétences personnelles transférables.



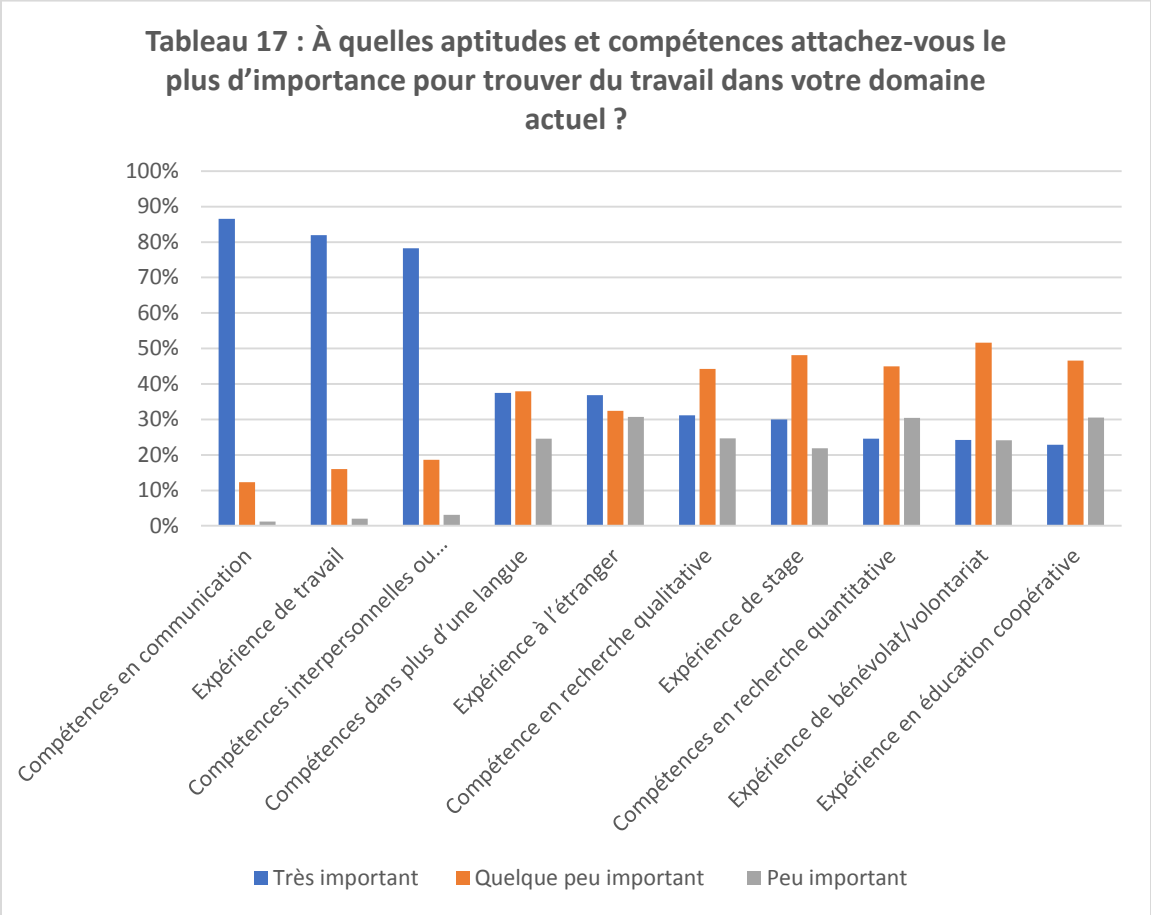
4. Aptitudes et compétences nécessaires pour décrocher un emploi

Dans le cadre de l'enquête, nous avons demandé aux diplômés de choisir, parmi une liste d'aptitudes et de compétences, celles qu'ils croient être les plus importantes pour trouver du travail dans leur domaine. Trois réponses se sont avérées « très importantes » pour la majorité des répondants (tableau 17) :

- L'expérience de travail
- Les compétences en communication
- Les compétences interpersonnelles ou interculturelles

Ces résultats sont conformes à ceux d'enquêtes précédentes qui soulignaient l'importance que ces compétences personnelles transférables avaient pour les employeurs en développement international (Simdandumwe 2006). Le consensus était moins présent quant à l'importance d'autres aptitudes et compétences comme l'expérience de bénévolat, l'expérience en éducation coopérative, les stages, les compétences linguistiques, le travail à l'étranger et les compétences en recherche (nous en discuterons dans la prochaine partie du

rapport). Toutefois, il est bon de souligner que les répondants ont accordé plus d'importance aux compétences linguistiques qu'aux compétences en recherche ou au travail outremer. Une des limites de cette mesure est liée au petit nombre de participants qui ont reçu une éducation coopérative, effectué des stages ou complété une formation pratique dans le cadre de leurs études. Les chiffres, par conséquent, ne nous informent pas vraiment sur l'importance perçue pour ces formes spécifiques d'expérience de travail.

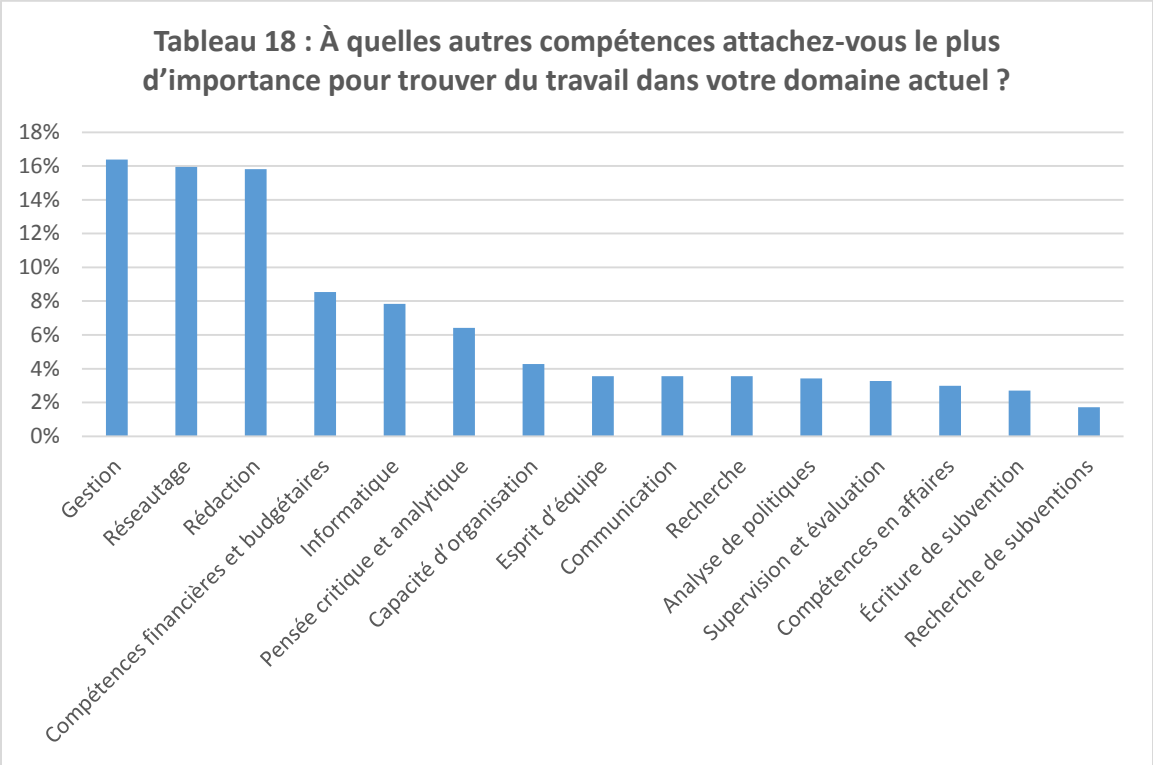


Nous avons aussi demandé aux diplômés en ÉDI s'il y avait, en plus des compétences énumérées au tableau 17, d'autres aptitudes importantes à leurs yeux. Les trois compétences suivantes se trouvent parmi celles du tableau 18 ici-bas :

- Les compétences en gestion
- Les compétences en réseautage
- Les compétences en rédaction

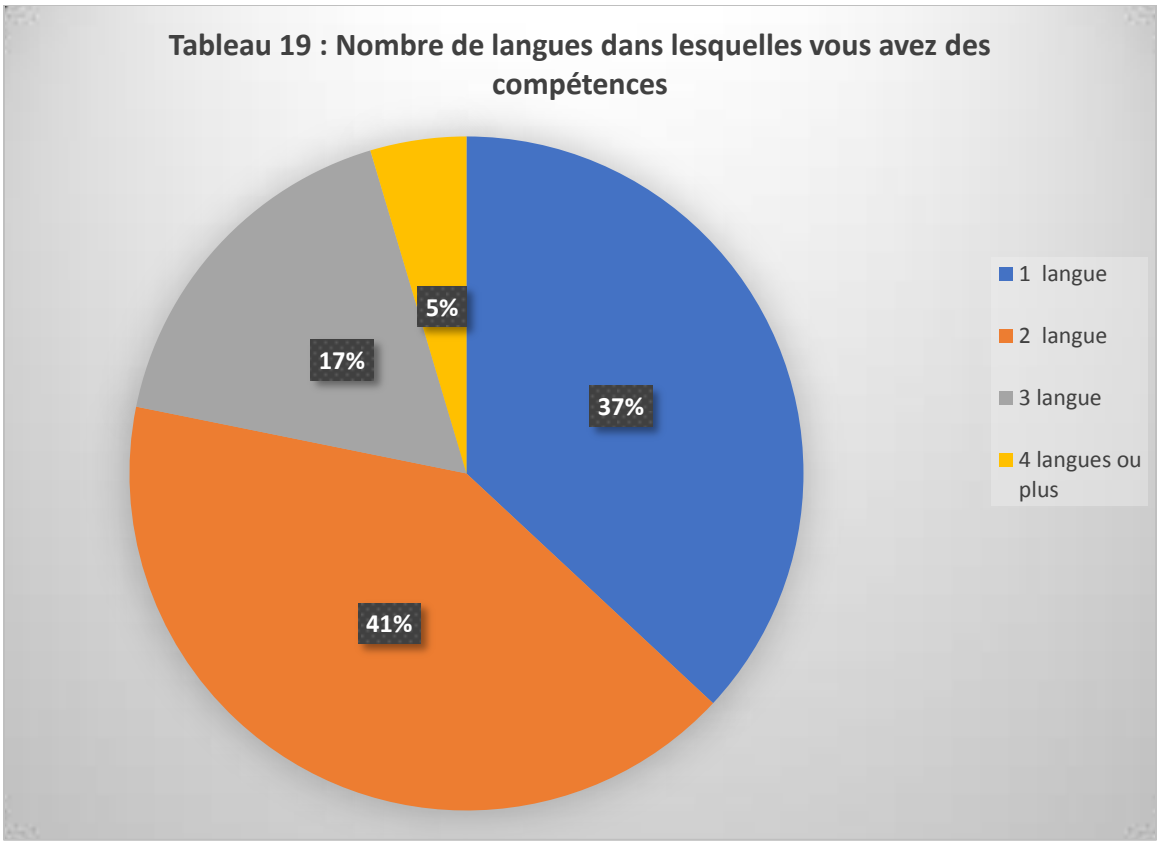
Plusieurs répondants ont affirmé avoir développé des compétences en gestion au travail et des aptitudes en rédaction à l'université. Il est cependant moins évident de parler de réseautage. Plusieurs répondants ont indiqué que le succès d'une recherche d'emploi dépend beaucoup de « qui l'on connait » et des

« relations qu'on entretient avec les gens qui travaillent déjà dans le domaine ». Pour d'autres, le bénévolat et les stages de formation jouent un rôle important dans la création de ces réseaux professionnels. Mais, un plus grand nombre de répondants ont tout simplement souligné l'importance d'avoir de bonnes aptitudes interpersonnelles.



Les compétences langagières

Les diplômés en ÉDI doivent-ils maitriser plus d'une langue pour obtenir un emploi ?
Étant donné la nature du travail en développement international et l'importance accordée au bilinguisme français/anglais pour un emploi au gouvernement fédéral du Canada, nous avons demandé aux diplômés de répondre à quelques questions spécifiques au sujet des compétences langagières. Nous voulions connaitre leur perspective sur l'importance relative des langues pour trouver un emploi.
Une majorité des répondants ont indiqué avoir des compétences dans 2 langues ou plus, soit 41 % affirmant maîtriser 2 langues, 17 % 3 langues et 5 % 4 langues ou plus (tableau 19).



Fait remarquable, plus de deux tiers des répondants (67,44 %) estimaient que les aptitudes dans une deuxième langue étaient « assez importantes » ou « très importantes » pour obtenir un emploi dans leur domaine (question 2.12.7).
Une majorité des répondants étaient aussi « d'accord » (34,2 %) ou « tout à fait d'accord » (25,8 %) pour dire que les emplois actuels exigent la maîtrise d'une deuxième langue (question 2.17.4). Néanmoins, moins de 20 % des répondants étaient « d'accord » (13,8 %) ou « tout à fait d'accord » (5,6 %) pour dire qu'une troisième langue est essentielle pour se trouver du travail (question 2.17.5).

Comme nous le soulignons plus bas, un grand nombre de répondants (577) ont identifié le manque de compétences linguistiques comme l'un des principaux obstacles à l'obtention d'un emploi dans leur domaine (tableau 20).
Fait à retenir, malgré l'importance accordée aux aptitudes linguistiques par les diplômés en ÉDI, une forte majorité de répondants (62,7 %) n'ont pas acquis de compétences langagières dans le cadre de leur programme universitaire. Même si plusieurs diplômés ont acquis ces compétences à l'extérieur de l'université, il y a tout de même un écart significatif entre l'importance accordée aux langues par les diplômés, et le nombre considérable d'entre eux ne développant pas leurs habiletés à l'université.

Obstacles à l'emploi

Le tableau 20 présente les 10 réponses les plus fréquentes au sujet des obstacles à l'emploi auxquels font face les diplômés en ÉDI. Les répondants ont clairement identifié 2 défis principaux : 1) trop peu de possibilités d'emploi, et 2) trop d'expérience exigée. Ils ont aussi souligné les salaires trop bas et l'attente de travail sans rémunération comme des obstacles à l'emploi dans leur domaine de choix.

Les répondants n'ont pas souligné le manque de compétence ou le manque de formation appropriée comme un obstacle à l'emploi. En effet, ces deux facteurs ont été identifiés dans seulement 13 % des réponses. Même si les chiffres sont moins concluants, le tableau 21 démontre que 38 % des répondants étaient « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec l'énoncé : « Les emplois actuels exigent des aptitudes techniques que je ne possède pas ». Par contre, 29 % étaient en « désaccord » ou « tout à fait en désaccord, alors que 33 % des répondants ont répondu être « ni d'accord, ni en désaccord ».

Ensemble, ces données suggèrent que bon nombre des diplômés sont sûrs d'avoir les compétences professionnelles et la formation requise, mais qu'ils peuvent tout de même connaître des difficultés à percer le marché du travail. Selon eux, ce marché est caractérisé par le peu de possibilités d'emploi, par l'exigence d'avoir beaucoup d'expérience de travail, par les salaires trop bas et par le travail non rémunéré (stages et bénévolat). Nous avons déjà mentionné que les répondants considèrent le réseautage comme la principale compétence pour dénicher un emploi.

Comme nous l'avons vu plus haut, un grand nombre de répondants (577) ont identifié le manque de compétences linguistiques comme l'un des principaux obstacles à l'obtention d'un emploi dans leur domaine. Pour les étudiants et les diplômés en ÉDI, ce fait souligne l'importance d'acquérir des compétences linguistiques et met en évidence que l'université sert trop peu à cet objectif (partie 3 du rapport).

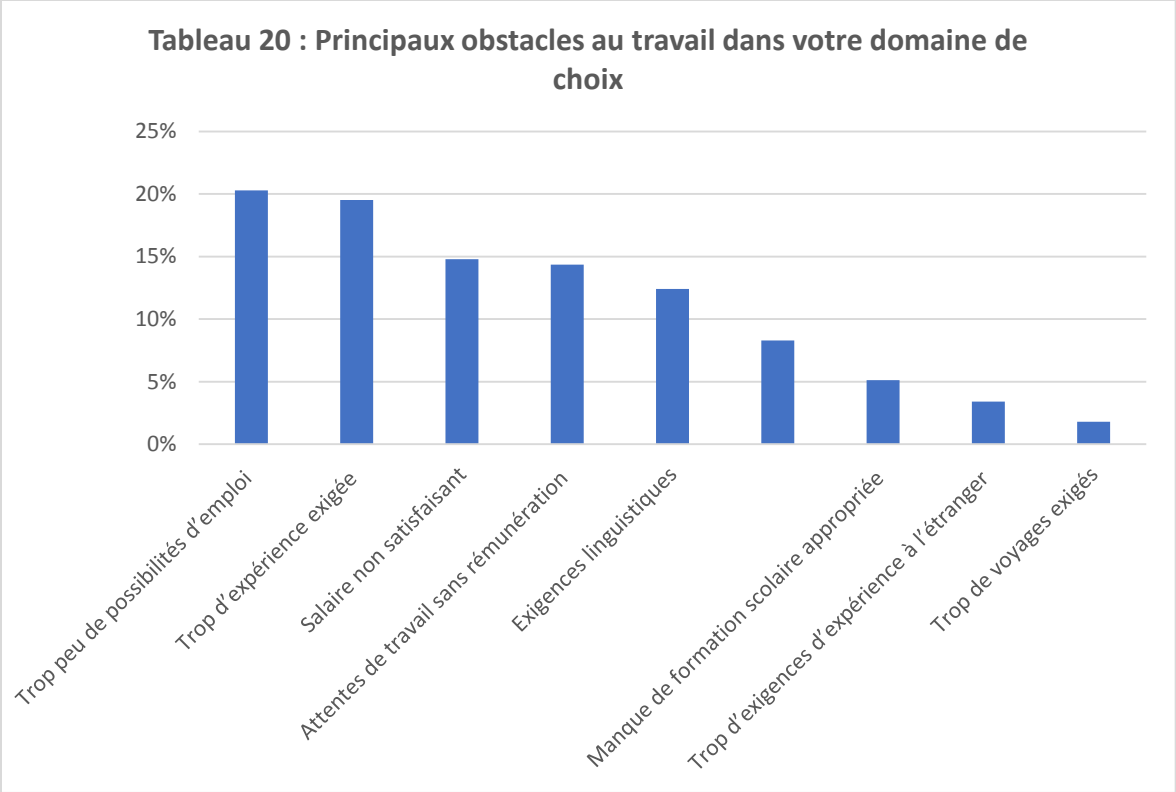


Tableau 20 : Principaux obstacles au travail dans votre domaine de choix
25%
20%
15%
10%
5%
0%
Trop peu de possibilités d'emploi
Trop d'expérience exigée
Salaire non satisfaisant
Attentes de travail sans rémunération
Exigences linguistiques
Manque de formation scolaire appropriée
Trop d'exigences d'expérience à l'étranger
Trop de voyages exigés

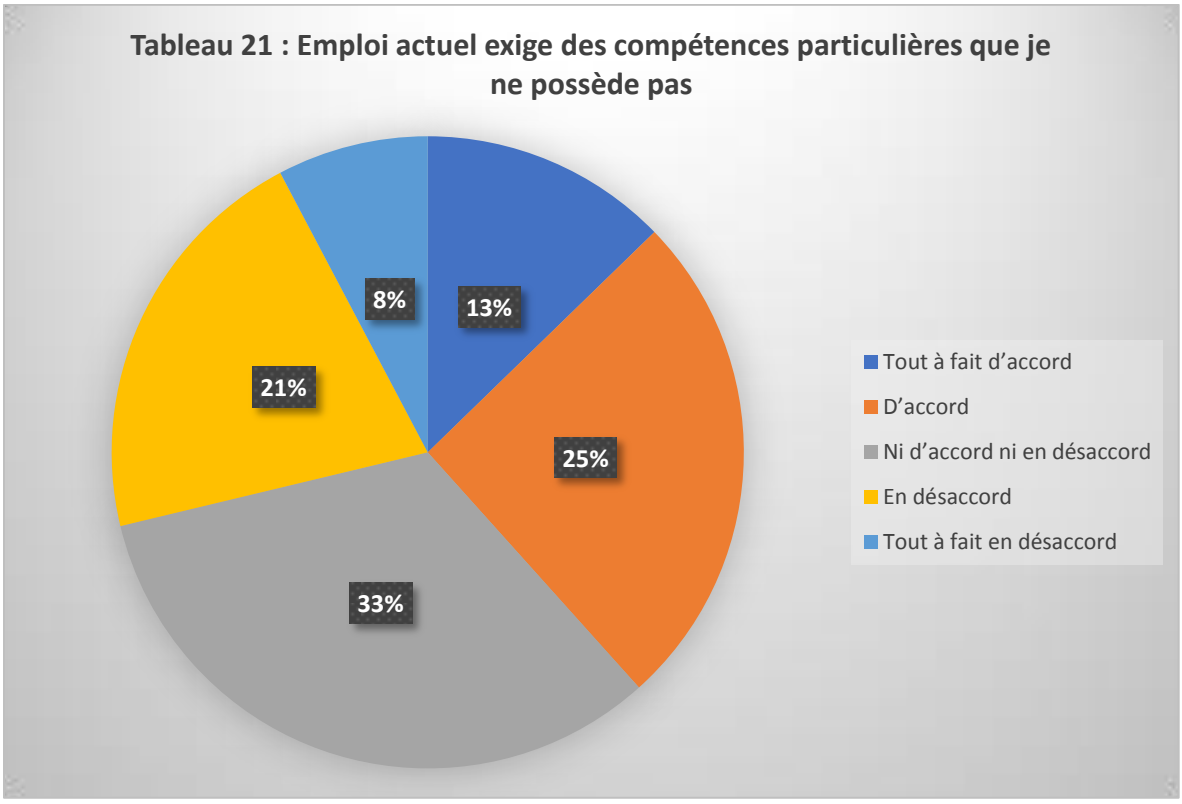


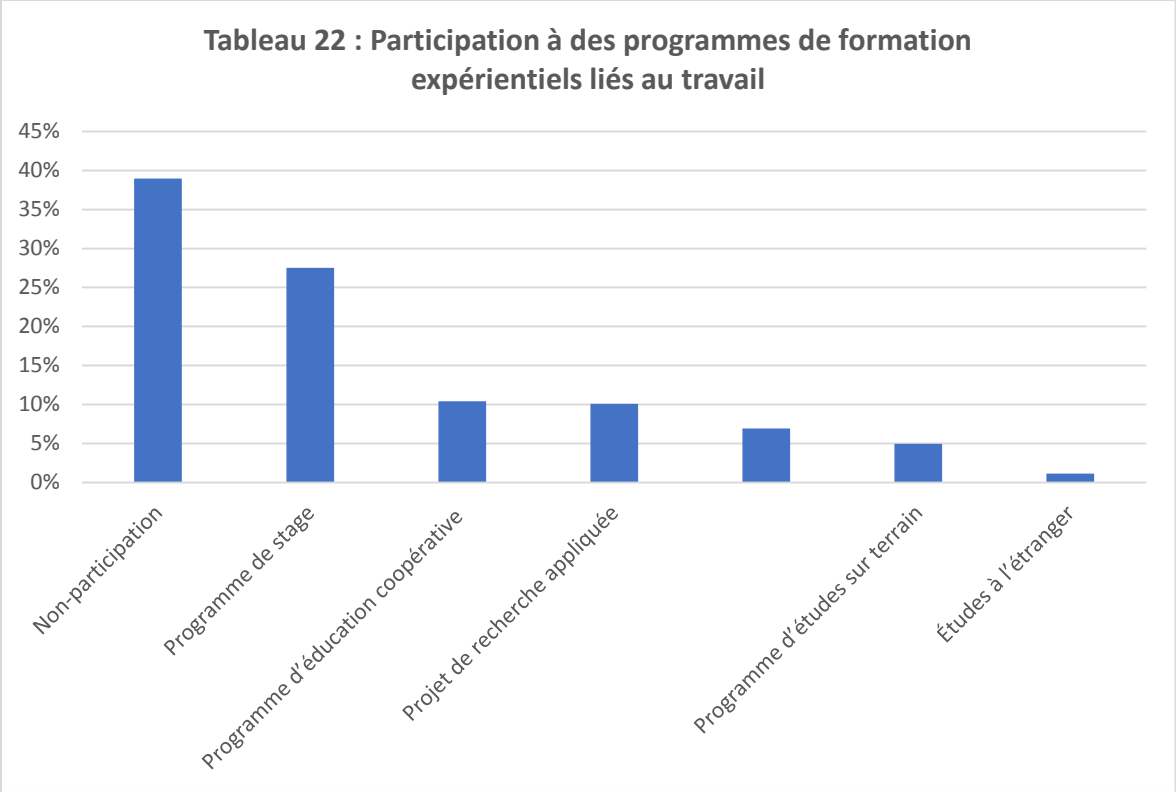
Tableau 21 : Emploi actuel exige des compétences particulières que je ne possède pas
13%
25%
33%
21%
8%
Tout à fait d'accord
D'accord
Ni d'accord ni en désaccord
En désaccord
Tout à fait en désaccord

5. Le rôle du stage pratique et de l'expérience outremer dans le parcours de carrière en ÉDI

Pendant que les étudiants réfléchissent aux options d'enseignement coopératif ou à la possibilité de faire un stage pratique, les administrateurs de programmes doivent composer avec des ressources limitées pour les études à l'étranger et les programmes d'apprentissage expérientiel. Il y a donc lieu de se pencher sur l'importance relative que les diplômés accordent à ces différentes formes de programmes d'alternance travail-études ou d'expérience en éducation coopérative dans cadre de leur parcours professionnel. Les données de Statistique Canada à l'échelle nationale (partie 1 du rapport) indiquent que les programmes coop ont un impact positif sur les situations d'emploi des étudiants dans toutes les disciplines. Toutefois, il est bon de souligner que les étudiants qui ne participent pas à ces programmes ne sont pas, pour autant, pénalisés.

Le tableau 22 présente le taux de participation des diplômés aux programmes d'éducation coopérative et de travail-études à l'étranger (question 1.7). Le tableau indique que 75 % des diplômés en ÉDI ont pris part à une forme d'apprentissage pratique dans le cadre de leurs études. Ceci est significatif, car les données à l'échelle nationale indiquent que moins de 3 % des étudiants universitaires participent à une expérience d'apprentissage à l'étranger dans le cadre de leur éducation universitaire (BCEI 2016). Qui plus est, seulement 12 % des étudiants participent à des programmes coop, programmes qui sont concentrés dans les domaines STIM[5] (Ferguson et Wang : Table A18). Malgré les divergences d'opinions sur les données présentées ici, il appert que les étudiants en ÉDI participent en assez grand nombre aux stages pratiques et aux expériences d'apprentissage outremer en comparaison aux étudiants des autres disciplines d'étude.

[5] STIM — (science, technologie, ingénierie et mathématiques)



Les programmes de formation expérientiels liés au travail aident-ils les étudiants à trouver un emploi ?

Malgré un taux de participation relativement élevé aux programmes de formation expérientiels liés au travail, les points de vue des étudiants en ÉDI sur la valeur de ces programmes restent partagés. Moins de la moitié des répondants étaient « d'accord » (19,2 %) ou « tout à fait d'accord » (21,0 %) pour dire que ces programmes les aidaient à trouver un emploi (question 2.1.6). Il faut toutefois interpréter ces données avec précaution, car elles représentent une perception au sujet de programmes auxquels les répondants n'ont pas nécessairement participé. Par exemple, certains diplômés n'ayant pas participé au programme coop ont néanmoins indiqué que ceux-ci étaient importants pour décrocher un emploi. Puisque seulement environ 12 % des répondants à cette enquête ont pris part à un programme coop, il ne faut pas tirer de conclusions trop rapides sur la relation entre l'obtention d'un emploi et ce programme en particulier. Cependant, d'après les réponses fournies aux questions ouvertes (partie 8), bon nombre d'étudiants soutiennent que les programmes en éducation coopérative devraient être offerts aux étudiants en ÉDI, et qu'ils devraient même faire partie des cours obligatoires au sein du programme.

De toute évidence, les diplômés en ÉDI étaient en mesure de trouver de l'emploi sans avoir participé à un programme en éducation coopérative ou à un stage pratique, etc. Toutefois, comme le démontrent les réponses aux questions ouvertes, les répondants voient ces programmes comme une stratégie viable pour améliorer leur situation d'emploi, pour

améliorer leurs chances de décrocher un emploi dans leur domaine d'étude, et pour faciliter le parcours professionnel d'étudiants qui doivent acquérir de l'expérience de travail avant de postuler pour certains emplois.

Enfin, comme nous l'avons souligné à la partie 4, les diplômés attachent une grande importance à la capacité d'établir des réseaux professionnels afin de se dénicher un emploi. Et, dans leurs commentaires, un grand nombre d'entre eux ont insisté sur la valeur des stages pratiques, des programmes coop et du bénévolat pour établir ces réseaux.

6. Le point de vue des diplômés en ÉDI sur leur éducation

Avec le recul que leur permet leur poste actuel sur le marché du travail, nous avons posé deux questions aux diplômés au sujet de leurs études universitaires. Les réponses, un peu ambiguës, proposent tout de même des renseignements utiles pour les étudiants actuels et les administrateurs de programmes d'ÉDI. Le tableau 23 présente le point de vue des diplômés sur l'équilibre entre les cours de leur programme qui portent sur la théorie, les politiques et la recherche. Chez les répondants, 53 % d'entre eux étaient « d'accord » ou « tout à fait d'accord » pour dire que l'équilibre était adéquat. Le tableau 24 indique que 42 % des diplômés étaient « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec l'affirmation que leur diplôme les avait préparés pour des postes de niveau d'entrée en développement international ou dans un domaine connexe. Par contre, 31 % des répondants étaient « en désaccord » ou « tout à fait en désaccord » avec cette affirmation.

Pour les étudiants, ces réponses signifient que le diplôme de premier cycle en ÉDI à lui seul ne représente pas une préparation suffisante pour décrocher un emploi de niveau d'entrée en développement international, quand il y a peu d'emplois disponibles, lorsque les employeurs s'attendent à recevoir des candidats avec de l'expérience de travail et, enfin, quand plusieurs postulants détiennent des diplômes d'études supérieures. Même si les étudiants semblent relativement satisfaits de l'équilibre de leur programme, les données suggèrent que les administrateurs doivent en faire plus pour préparer les étudiants à un marché du travail très concurrentiel.

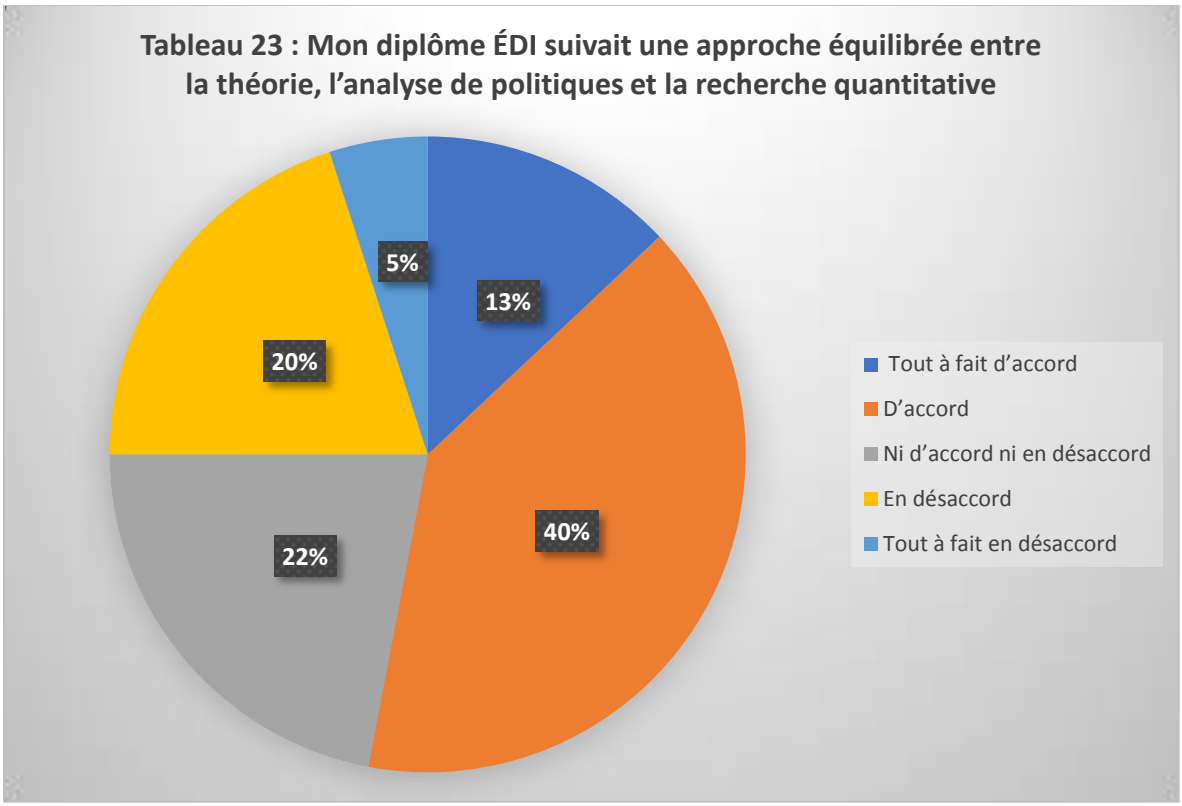


Tableau 23 : Mon diplôme ÉDI suivait une approche équilibrée entre la théorie, l'analyse de politiques et la recherche quantitative
5%
13%
20%
40%
22%
Tout à fait d'accord
D'accord
Ni d'accord ni en désaccord
En désaccord
Tout à fait en désaccord

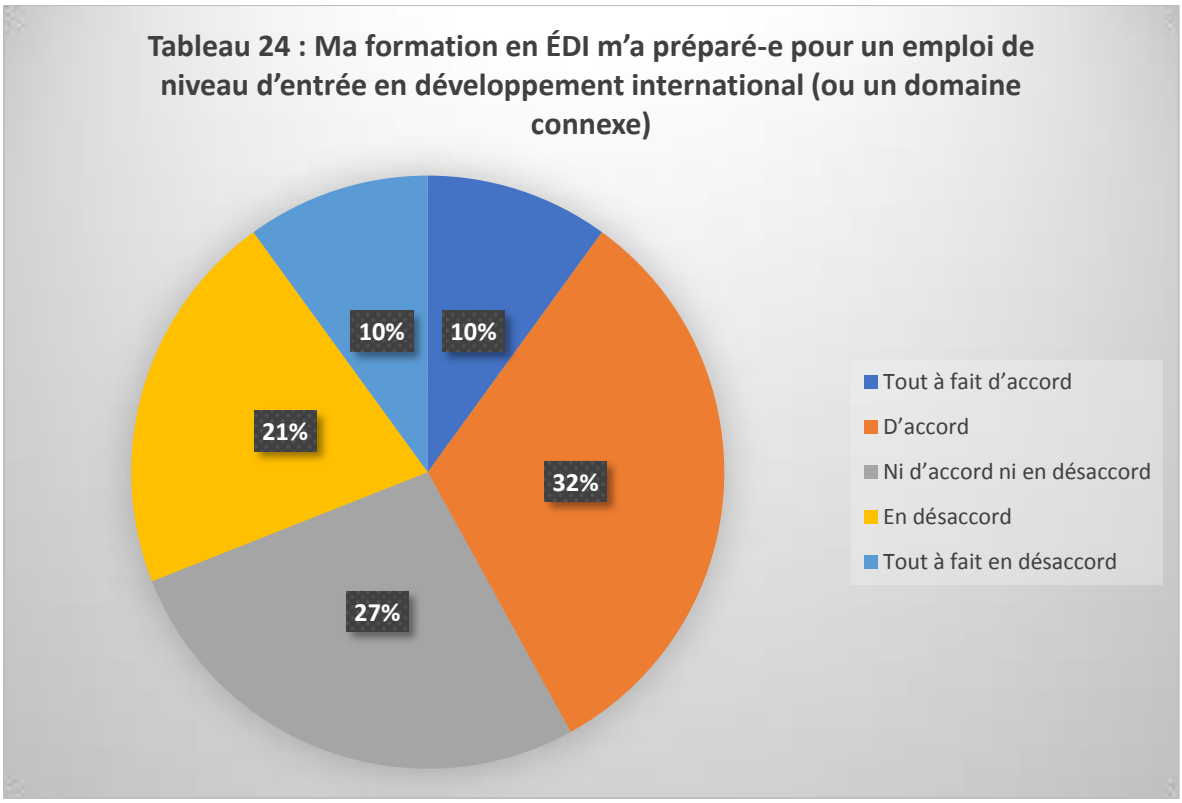
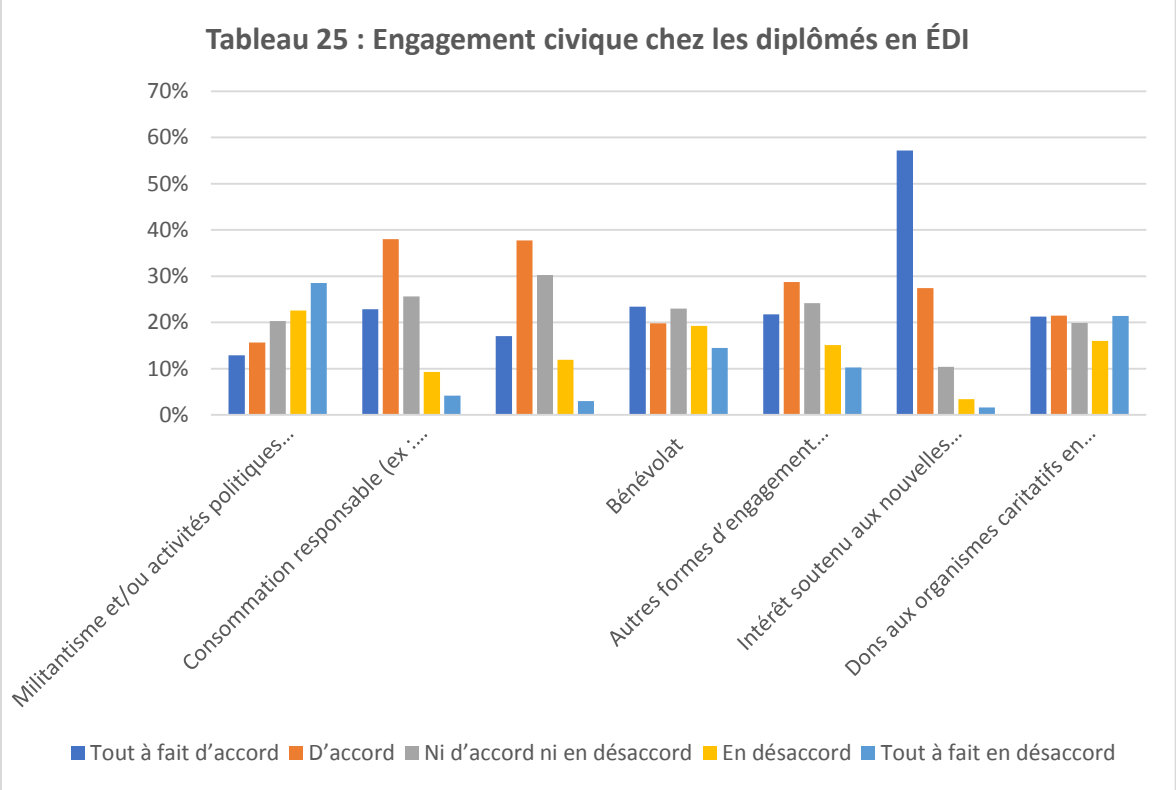


Tableau 24 : Ma formation en ÉDI m'a préparé-e pour un emploi de niveau d'entrée en développement international (ou un domaine connexe)
10%
10%
21%
32%
27%
Tout à fait d'accord
D'accord
Ni d'accord ni en désaccord
En désaccord
Tout à fait en désaccord

7. Mode de vie et valeurs des diplômés en ÉDI

En plus d'examiner le parcours de carrière et la situation d'emploi pour les diplômés en ÉDI, cette étude s'est aussi penchée sur certains facteurs liés au mode de vie et sur les valeurs associées à la citoyenneté mondiale. Par exemple, nous voulions savoir si les répondants s'identifiaient comme militant, s'ils faisaient de la politique partisane, s'ils étaient des consommateurs consciencieux, s'ils géraient leurs activités de façon à respecter l'environnement, s'ils faisaient du bénévolat ou s'ils étaient engagés dans leur communauté, s'ils portaient attention aux nouvelles internationales, ou enfin, s'ils faisaient des dons aux organismes caritatifs qui œuvrent en développement international (tableau 25). Ces facteurs correspondent à la volonté de faire des ÉDI un programme qui prépare à la carrière, mais qui encourage également une citoyenneté active au Canada et dans le monde entier. Les réponses des diplômés confirment que, collectivement, et malgré les contraintes de temps, ils sont des citoyens très engagés et sincèrement préoccupés par le monde qui les entoure.



8. Les statistiques ne disent pas tout : le point de vue des diplômés sur leur parcours de carrière

Les statistiques, présentées dans les parties précédentes du rapport, nous donnent des indications sur la nature très compétitive du marché du travail à laquelle sont confrontés les diplômés, et sur le succès relatif que ces derniers peuvent avoir à relever les défis liés au marché.
Pour mieux comprendre le point de vue des diplômés, nous les avons invités à ajouter des commentaires sur leur parcours professionnel après l'obtention du diplôme. Nous avons reçu 520 réponses qualitatives pertinentes et très instructives en ce qui concerne notre discussion. Nous avons ensuite codé ces réponses et identifié cinq principaux thèmes qui sont énumérés ici :

1. Les diplômés en ÉDI ont du mal à faire leur place dans le domaine ;
2. Les diplômés veulent des programmes avec une composante de formation pratique axée sur le marché du travail ;
3. Les ÉDI forment leur vision du monde, mais pas nécessairement leur parcours professionnel ;
4. Un diplôme d'études supérieures, une spécialisation ou une formation technique est nécessaire pour décrocher un emploi en développement international ;
5. Longtemps après avoir terminé leurs études, les diplômés demeurent aux prises avec des considérations éthiques liées au développement international.

Dans la partie qui suit, nous précisons ces thèmes et nous donnons des exemples en citant directement les participants. Ces citations mettent en valeur le sens et l'importance de ces réflexions dans le cadre des parcours professionnels des diplômés.

1. Les diplômés en ÉDI ont du mal à faire leur place dans le domaine (n=175)

Plus du tiers des répondants (33 %) ont soulevé les difficultés qu'ils ont eues à faire leur place dans le secteur du développement international au Canada. On note le petit nombre d'emplois disponibles et la concurrence féroce pour ces postes au Canada. D'ailleurs, ces postes se retrouvent majoritairement dans les trois grandes villes d'Ottawa, Montréal et Toronto. Les répondants ont le sentiment que ces emplois vont généralement à des candidats qui ont de l'expérience de travail et des relations personnelles dans l'organisation, ou à ceux qui ont les moyens financiers d'accepter de faire du bénévolat ou un stage pratique avant d'obtenir un poste rémunéré. Les répondants font aussi état de la

précarité des emplois de niveau d'entrée en développement international. De plus en plus, il s'agit de contrats à court terme mal payés qui exigent que le candidat se déracine pour vivre à l'étranger pour une période de 6 à 24 mois. Plusieurs personnes affirment avoir changé de domaine à cause de ces obstacles. Cette réponse au sondage capture bien ce phénomène :

> « Honnêtement, je me sens un peu pris au piège. Le stage pratique, que j'ai effectué dans le cadre de mes études en développement international, m'a apporté six mois d'expérience internationale. Pourtant, on demande souvent de deux à cinq ans d'expérience avant de considérer votre candidature. J'ai vu plusieurs amis prendre des postes non rémunérés parce qu'ils ont des parents riches. Financièrement, c'est quelque chose que je ne peux me permettre. À moins d'avoir le privilège de pouvoir s'autofinancer, il n'y a pas beaucoup d'options pour obtenir cette expérience internationale… » (Répondant 26).
>
> « Je suis sûr que j'aurais pu me trouver du travail davantage relié à mon domaine si j'avais été en mesure de déménager dans un grand centre comme Ottawa ou Toronto. Mais, je m'étais engagé à rester à Halifax pour des raisons familiales. Il y a peu d'emplois en développement international ici, et la concurrence est très forte… » (Répondant 110).

Les expériences de répondants qui ont eu du succès dans le parcours professionnel en développement international corroborent l'idée que le privilège social et économique a un impact sur l'obtention d'un emploi.

> « Je suis très chanceux de pouvoir travailler ici dans le domaine qui m'intéresse. Je pense que je suis l'un des rares à pouvoir le faire. Je connaissais le directeur général de l'organisme parce que ma mère a travaillé pour lui dans un autre domaine il y a 30 ans. Je ne sais pas ce que je serais en train de faire ou si j'aurais du travail dans ce domaine si mon employeur ne m'avait pas donné cette chance. » (Répondant 499)
>
> « Je suis chanceux et privilégié d'avoir pu terminer mes études sans m'endetter. Pour gagner de l'expérience internationale ou de l'expérience en général, j'ai été en mesure d'accepter des emplois mal payés ou des stages/emplois ou l'on recevait seulement une allocation de subsistance. » (Répondant 669).

2. **Les diplômés veulent des programmes avec une composante de formation pratique axée sur le marché du travail (n=87)**

Quelques répondants (16,7 %) ont fait la remarque que les programmes d'ÉDI au Canada ne préparent pas adéquatement les étudiants pour le marché du travail et qu'une formation plus pratique et concrète est nécessaire. Ils mettent particulièrement l'accent sur la nécessité d'augmenter les occasions de stages d'éducation coopérative, d'améliorer les compétences en recherche ainsi que les

habiletés linguistiques. Pour mieux répondre aux attentes du marché de l'emploi, les répondants proposent que l'on établisse des exigences linguistiques obligatoires, des cours de méthode en recherche et des stages pratiques. D'autres répondants ont souligné l'importance des compétences pratiques comme la gestion de projet, l'évaluation, la rédaction de proposition de projets et la planification budgétaire. Les réponses qui suivent reflètent ce point de vue.

> « Depuis que j'ai décidé d'aller travailler dans un pays en voie de développement, je me suis rendu compte qu'il y a beaucoup de possibilités dans mon domaine. Cependant, j'ai dû acquérir plusieurs compétences en cours de route. Par exemple, j'ai dû apprendre à rédiger des rapports et des demandes de financement. J'ai également appris à organiser des formations pour des organismes communautaires et populaires. J'aurais aimé que mon programme m'offre les bases de ces connaissances pour que je n'aie pas à les apprendre sur le tas. » (Répondant 48)

> « L'expérience de travail acquise (bénévolat ou stagiaire) dans le cadre d'un programme d'ÉDI a une grande valeur pour les diplômés potentiels. Pour les étudiants, ce sont des expériences pratiques qui offrent une meilleure compréhension du secteur et leur donnent la chance d'établir des réseaux. » (Répondant 162)

> « Un stage coopératif devrait faire partie de tous les programmes d'ÉDI. On devrait également attacher plus d'importance aux méthodes de recherche. On doit enseigner les compétences pratiques qui sont utiles en milieu de travail et qu'un étudiant peut inscrire à son curriculum vitae. Il faut aller au-delà de la théorie. » Répondant 1564

Les répondants, qui sont maintenant en position d'offrir des emplois aux diplômés, mettent aussi l'accent sur le besoin d'enseigner des compétences pratiques dans le cadre des programmes d'ÉDI.

« Il y a un besoin criant de comprendre la gestion fondée sur les résultats et la gestion de projet. Ces thèmes ne faisaient pas partie du programme d'ÉDI lorsque j'ai terminé mon diplôme. Dernièrement, nous avons affiché des emplois et nous n'avons pas trouvé suffisamment de candidats qui affichent un bilinguisme anglais/espagnol et qui ont de l'expérience en gestion de projet. La connaissance des médias sociaux, de Publisher et du maintien d'un site Web est aussi pertinente. » (Répondant 508)

3. Les ÉDI forment leur vision du monde, mais pas nécessairement leur parcours professionnel

Un peu plus de treize pour cent (13,4 %) de ceux qui ont répondu à la question ouverte sur leur parcours de carrière ont affirmé que les études en

développement international avaient influencé considérablement leur vision du monde, leurs valeurs, leurs passions, leurs champs d'intérêt et leurs réflexions critiques, sans toutefois devenir leur carrière. Une majorité de ces répondants ont exprimé leur appréciation pour la formation reçue en ÉDI, même lorsqu'ils ne travaillaient pas dans ce domaine.

> « Dès ma deuxième année, j'avais le sentiment que je ne voulais pas faire carrière en développement international, et ce sentiment s'est concrétisé au premier semestre de la quatrième année. Toutefois, je ne regrette aucunement d'avoir choisi les ÉDI. Ce choix a eu une énorme influence sur ma vision du monde et sur mes opinions. Même si les cours que j'ai suivis ne sont peut-être pas pertinents dans mon domaine actuel, ils m'ont aidé à former mes intérêts personnels et mes passions, et les compétences générales que j'ai tirées de ce programme me sont indispensables. » (Répondant 656)

> « Même si je ne travaille pas dans mon domaine, j'attache une grande valeur aux compétences acquises lors de mes études en développement international. Je trouve particulièrement important d'avoir acquis une capacité de réflexion critique et d'être plus ouvert d'esprit dans mon approche à la résolution de problèmes et aux différents systèmes de valeurs. » (Répondant 1141)
> « Je ne sais pas si je retournerai un jour au domaine du développement international. Malgré tout, je suis convaincu que mon choix de programme était judicieux. On poursuit des études pour apprendre, pas seulement pour s'offrir un parcours professionnel. Mon programme en ÉDI représente toujours le cadre avec lequel j'apprends et avec lequel je m'engage envers ma communauté. » (Répondant1206)

Ces réponses confirment la valeur d'une éducation qui vise à offrir, à l'étudiant, une vision du monde, pas seulement un plan de carrière.

4. Un diplôme d'études supérieures, une spécialisation ou une formation technique est nécessaire pour décrocher un emploi en développement international (n=54)

Plus de dix pour cent (10,3 %) des répondants ont affirmé qu'un diplôme d'études supérieures, une spécialisation ou une formation technique est nécessaire pour décrocher un emploi en développement international. C'est une question qui est liée de près au premier thème sur les obstacles à la carrière et au deuxième thème qui porte sur l'acquisition de compétences pratiques. Ces réponses ne sont pas surprenantes compte tenu du fait que 57 % des répondants détenaient plus qu'un diplôme de premier cycle. Les réponses mises en valeur ici reflètent bien le besoin perçu pour une formation plus poussée.

> « J’ai trouvé que mon éducation, bien que nécessaire, ne me permettait pas de décrocher un poste dans mon domaine. Les employeurs cherchaient des compétences plus techniques (conception de sites Web, gestion de base de données, logiciels de mise en page). J’ai encore le sentiment que j’ai besoin d’un diplôme plus pratique pour me rendre plus attrayant aux yeux d’un employeur. » (Répondant 798)

> « Mon expérience, c’est que la plupart des organismes internationaux cherchent des personnes avec des compétences spécifiques (ingénieurs, médecins, spécialistes des TI, scientifiques), et non des généralistes du développement international). » (Répondant 541)

> « En ce moment, j’essaie d’améliorer mes compétences techniques. Il s’agit d’un aspect du travail en développement international qui devrait être mieux communiqué aux éventuels étudiants en ÉDI. Sans ces compétences particulières, qu’elles soient linguistiques ou techniques, vous serez en concurrence avec des milliers de candidats qui ont la même formation que vous. Depuis que je mise sur mes aptitudes techniques, des organismes œuvrant en développement international se sont montrés intéressés à mes services, et ils m’ont offert du “vrai” travail dans le domaine. » (Répondant 825)

5. Longtemps après avoir terminé leurs études, les diplômés demeurent aux prises avec des considérations éthiques liées au développement international. (n=38)

La dernière question, qui ressort des commentaires de diplômés, touche aux considérations éthiques liées au développement international. Longtemps après avoir terminé leurs études, les diplômés restent aux prises avec ces enjeux. Les répondants se disent troublés, frustrés, envahis de doutes et désillusionnés par la nature critique de leurs études. Par conséquent, certains d’entre eux choisissent de quitter complètement le domaine. Même si moins de dix pour cent des répondants (7,3 %) ont signalé ce phénomène, leurs propos sont parmi les plus candides du sondage.

> « Je dirais que le programme nous enseigne la réflexion critique, mais pas à résoudre des problèmes. On envisage toujours d’importants changements systémiques, mais rien de concret n’est proposé. J’étais frustré, alors j’ai entrepris une maîtrise en politiques publiques avec l’espoir d’apprendre à résoudre des enjeux. Et, c’est ce que j’ai appris. » (Répondant 394)

> « Quand les gens me demandent pourquoi je ne travaille pas en développement international, je leur réponds que mes études ont contribué à ma décision de ne jamais entreprendre cette carrière. J’ai appris à connaitre le lien, qui persiste à ce jour, entre le développement et

l'héritage colonial. J'ai découvert le "syndrome de sauveur de l'industriel blanc". J'ai pris connaissance des problèmes liés au financement de l'aide internationale et aux dégâts qu'il peut causer. Enfin, j'ai découvert l'épuisement d'avoir à effectuer de longs voyages intérieurs (comme au Nord canadien), ou internationaux pour le travail. Comme je constatais ces problèmes, et je me retrouvais à les perpétuer, j'ai décidé, pour des raisons personnelles d'éthique et de santé, que le développement international n'était pas pour moi. » (Répondant 795)

Conclusion

Les données présentées dans ce rapport nous amènent à tirer deux séries de conclusions. L'une pour les étudiants et récents diplômés en ÉDI, et l'autre pour les professeurs et les administrateurs qui doivent prendre des décisions sur le contenu des programmes d'ÉDI.

Pour les étudiants et récents diplômés en ÉDI, six conclusions principales émergent des données. Elles couvrent des thèmes en lien avec l'éducation, la formation et les stratégies de recherche d'emploi.

Éducation :

- Il devient évident que le baccalauréat, seul, ne représente plus une formation suffisante pour accéder à un marché du travail très compétitif. Parmi les répondants, 57 % étaient déjà détenteurs d'un deuxième diplôme et 47,8 % d'entre eux prévoyaient poursuivre des études ou une formation professionnelle supplémentaire.
- Les réponses des diplômés en ÉDI suggèrent que les étudiants actuels devraient se prévaloir de toutes les occasions éducatives possibles — qu'elles fassent partie ou non du programme — pendant qu'ils sont aux études. Les compétences linguistiques sont particulièrement valorisées, et bon nombre de ceux qui n'ont pas de langue seconde estiment qu'il s'agit d'un obstacle à l'emploi. Les diplômés ont aussi souligné l'importance des compétences en communication (rédaction, présentation orale), des habilités interpersonnelles (travail d'équipe), des aptitudes interculturelles, des connaissances informatiques (surtout Microsoft Office) et des compétences dans tout ce qui touche à la gestion des budgets, des finances et des projets. Il est possible d'acquérir certaines de ces compétences avec des travaux de cours, mais d'autres sont plus susceptibles d'être acquises par l'entremise du bénévolat ou des activités hors programme.
- Selon les diplômés, au-delà de l'éducation, des compétences ou de l'expérience de travail, la capacité de se construire un réseau professionnel représente le facteur le plus important pour se trouver un emploi. Les étudiants peuvent développer ces réseaux dès qu'ils sont à

l'université, surtout en faisant du bénévolat auprès d'organismes qui œuvrent en développement international ou dans un domaine connexe. De plus, ils doivent être conscients de l'importance qu'auront ces contacts professionnels dans leur parcours de carrière.

Décrocher un emploi

- Les données indiquent très clairement que les diplômés en ÉDI trouvent des emplois professionnels bien rémunérés et se disent très satisfaits de leurs carrières dans un éventail de domaines. Cependant, une part relativement faible de diplômés (19,1 %) a indiqué que leur emploi actuel était directement lié au domaine du développement international. Un autre 33,4 % des diplômés signalent un lien indirect au domaine du développement international, mais 40 % d'entre eux ne voient aucun lien. Dans ce contexte, la plupart des diplômés en ÉDI travailleront probablement dans un domaine indirectement lié aux ÉDI, mais ils seront bien rémunérés et seront satisfaits de leurs carrières. Les étudiants et les récents diplômés en ÉDI doivent donc faire preuve de réalisme quant à leurs chances de faire carrière dans le « secteur du développement ».
- Abstraction faite de l'éducation et des compétences professionnelles, pour les diplômés, il est clair que le réseautage est l'élément le plus important pour trouver du travail. Ils soulignent, à plusieurs reprises, qu'il y a un lien direct entre l'emploi, le parcours professionnel et la capacité de se construire et de maintenir des réseaux de contacts professionnels solides. Dans un contexte de contrats à court terme, ce sont ces contacts qui permettent de passer d'un emploi à l'autre. Les diplômés affirment que la capacité de créer des réseaux est une compétence. Si certains ont eu le privilège d'avoir des contacts préexistants (famille, études), ceux qui ont dû trimer dur pour créer leurs propres réseaux ont eu autant de succès. Une stratégie éprouvée pour construire un réseau est de dénicher les occasions de bénévolat ou de stages pratiques dans le secteur du développement.

Pour les professeurs et les administrateurs des programmes d'ÉDI, trois conclusions se dégagent en particulier des données. La première porte sur l'élaboration du cursus, la deuxième touche à la mise en valeur des programmes et la troisième touche le soutien au réseautage offert aux diplômés.

- *Le programme d'ÉDI* : les diplômés ont indiqué un taux de satisfaction assez élevé en ce qui concerne l'équilibre entre les cours théoriques, les cours axés sur les politiques et les cours centrés sur les méthodes de recherche. Ils ont aussi signalé l'importance des compétences générales transférables dans le cadre de la recherche d'emploi, en particulier celles liées à la rédaction, à la communication et aux habiletés interpersonnelles et interculturelles. Ils ont toutefois signalé d'autres aptitudes et compétences que plusieurs d'entre eux n'ont pu acquérir au cours de

leurs études. Les plus marquantes sont les compétences linguistiques et celles qui touchent à la gestion des budgets, des finances et des projets. Alors que certaines compétences techniques ou informatiques reçoivent peu d'attention (p.ex. : Microsoft Excel).

- *La mise en valeur des ÉDI* : pour les étudiants, la bonne nouvelle c'est que les étudiants en ÉDI trouvent des emplois professionnels bien rémunérés. Sur les 1644 diplômés qui nous ont parlé de leur emploi actuel, un seul travaillait comme barista. Les programmes en ÉDI peuvent faire bon usage des données de ce rapport, ainsi que de celles de Statistique Canada que nous avons mentionnées en première partie, pour dissiper les craintes des étudiants et de leurs parents. Toutefois, il peut s'avérer nécessaire de mieux expliquer les perspectives de carrière aux étudiants actuels et potentiels. Les données sont claires. Les étudiants choisissent les ÉDI avec l'espoir de trouver un emploi dans ce domaine. Étant donné la part relativement faible de diplômés (19,1 %) qui déclarent que leur emploi actuel est directement lié au domaine du développement international, et qu'une part importante des diplômés (33,4 %) signalent seulement un lien indirect, il est primordial que les programmes en ÉDI soient honnêtes avec les étudiants au sujet des débouchés dans le secteur du développement et sur le besoin d'explorer d'autres options de carrières. Taire la vérité pourrait entrainer frustration, animosité et un sentiment, chez les diplômés, qu'ils ont été mal préparés au travail dans leur domaine.

- *Réseautage :* vu l'importance accordée aux réseaux professionnels par les diplômés, les programmes en ÉDI pourraient en faire plus pour les appuyer. Certains programmes ont des pages Facebook actives qui créent des liens entre les diplômés d'universités spécifiques. Il semble toutefois que les programmes d'ÉDI pourraient mieux développer les compétences des étudiants en créant des occasions de réseautage professionnel entre diplômés en ÉDI d'un bout à l'autre du Canada.

Bibliographie

Association of Universities and Colleagues of Canada. 2007. *Trends in higher education*. *Volume 1. Enrolment*. Ottawa: Association of Universities and Colleagues of Canada. http://www.cais.ca/uploaded/trends-2011-vol1-enrolment-e.pdf

Bond, Sheryl, A. Girgrah, J. Burrow, M. Ingersoll, C. Vadermuhlen, M Spaling and S. Areemanpattnil. 2009. *World of Learning: Canadian Post-Secondary Students and the Study Abroad Experience.* Ottawa: Canadian Bureau of

International Education. http://www.trentu.ca/teaching/resources/documents/StudyingAbroad.pdf

Butlin, George. 2001. "Bachelor's graduates who pursue further postsecondary education." *Education Quarterly Review* 7(2): 22-41. http://www.statcan.gc.ca/studies-etudes/81-003/feature-caracteristique/5018895-eng.pdf

CASID (Canadian Association for the Study of International Development) and NSI (The North-South Institute). 2003. *"White Paper" on International Development Studies in Canada.* Ottawa: CASID and NSI. http://citeseerx.ist.psu.edu/viewdoc/download;jsessionid=7450CCB3DA6202720968372DED465B16?doi=10.1.1.120.1199&rep=rep1&type=pdf

CBIE (Canadian Bureau for International Education). 2016. *Facts and Figures*. http://cbie.ca/media/facts-and-figures/

Child, Keith, and Carly Manion. 2004. "A Survey of Upper-Year Students in International Development Studies." *Canadian Journal of Development Studies / Revue canadienne d'études du développement* 25 (1): 167-86.

Council of Ontario Universities. 2012. *2011 Survey Highlights. Employment Outcomes of 2009 Graduates of Ontario University Undergraduate Programs*. Toronto: Council of Ontario Universities. http://cou.on.ca/wp-content/uploads/2015/05/COU-Graduate-Survey-2011.pdf

DeClou, L. 2014. *Social Returns: Assessing the benefits of higher education.* Toronto: Higher Education Quality Council of Ontario. http://www.heqco.ca/SiteCollectionDocuments/@Issue%20Social%20Returns.pdf

Drewes, T. 2010. *Postsecondary Education and the Labour Market in Ontario*. Toronto: Higher Education Quality Council of Ontario. http://www.heqco.ca/SiteCollectionDocuments/FINAL%20Drewes%20ENG.pdf

Einsiedel, Edna E, and Aradhana Parmer. 1995. *Undergraduate Development Studies Programs in Canada: A New Generation of Scholars and Practitioners.* Ottawa: International Development Research Centre (available by request). https://idl-bnc.idrc.ca/dspace/handle/10625/14437

Ferguson, Sarah Jane and Shunji Wang. 2014. *Graduating in Canada: Profile, Labour Market Outcomes and Student Debt of the Class of 2009-2010*. Ottawa: Statistics Canada. http://www.statcan.gc.ca/pub/81-595-m/81-595-m2014101-eng.htm

Finnie, Ross. 2001. “Fields of Plenty, Fields of Lean: The Early Labour Market Outcomes of Canadian University Graduates by Discipline.” *Canadian Journal of Higher Education* XXXI (1): 141–76.

Finnie, Ross et al. 2016. *Barista or Better? New Evidence on the Earnings of Post-Secondary Education Graduates: A Tax Linkage Approach.* Ottawa: Education Policy Research Initiative, University of Ottawa.

Grey, Sam, Kelly O’Neill-McLellan, and Erica Peña. 2005. “Voices of the Present, Visions of the Future: An Exploration of Undergraduate International Development Studies in Canada.” *Undercurrent* 2 (2): 57-79. http://dspace.africaportal.org/jspui/bitstream/123456789/23723/1/Voices%20of%20the%20Present%20Visions%20of%20the%20Future%20An%20Exploration%20of%20Undergraduate%20International%20Development%20Studies%20in%20Canada.pdf?1

Higher Education Quality Council of Ontario. 2013. *Performance Indicators: A report on where we are and where we are going*. Toronto: Higher Education Quality Council of Ontario. http://www.heqco.ca/SiteCollectionDocuments/Performance_Indicators_ENG.PDF

Morrison, David R. 2004. “Teaching and Studying Development: Making It Work.” *Canadian Journal of Development Studies / Revue canadienne d'études du développement* 25(1): 187-200.

Peters, Julie, Peggy Sattler and Jenna Kelland. 2014. *Work-Integrated Learning in Ontario’s Postsecondary Sector: The Pathways of Recent College and University Graduates*. Toronto: Higher Education Quality Council of Ontario. http://www.heqco.ca/SiteCollectionDocuments/WIL_Grad%20Follow-up%20ENG.pdf

Prairie Research Associates. 2015. *Canadian University Survey Consortium 2015 Survey of Graduating Undergraduate Students Master Report.* Regina: Canadian University Survey Consortium. http://www.cusc-ccreu.ca/CUSC_2015_Graduating_Master%20Report_English.pdf

Robinson, Andrew M. 2013. “They Want to Be Global Citizens – Now What?: Implications of the NGO Career Arc for Students and Faculty Mentors.” *Journal of Global Citizenship & Equity Education* 3 (1): 13-33. http://journals.sfu.ca/jgcee/index.php/jgcee/article/viewFile/99/117

Sattler, P., and Peters, J. 2013. *Work-Integrated Learning in Ontario’s Postsecondary Sector: The Experience of Ontario Graduates.* Toronto: Higher Education Quality Council of Ontario.

http://www.heqco.ca/SiteCollectionDocuments/WIL_Experience_ON_Graduates_ENG.pdf

Simbandumwe, Louise. 2006. *Skills Learning Project, Final Report.* Winnipeg: Menno Simons College International Development Studies. http://mscollege.ca/docs/academics/MSC_IDS_Skills_Learning_Report.pdf

-----. 2012. *Canadian University Survey Consortium 2012 Survey of Graduating Undergraduate Students Master Report.* Regina: Canadian University Survey Consortium. http://www.cusc-ccreu.ca/publications/CUSC_2012_Graduating_Student_Survey_MasterReport.pdf

Statistics Canada. 2015. "Education in Canada: Attainment, Field of Study and Location of Study." Accessed 24 May 2016. https://www12.statcan.gc.ca/nhs-enm/2011/as-sa/99-012-x/99-012-x2011001-eng.cfm.

-----. 2014. Graduating in Canada: Profile, labour market outcomes and student debt of the class of 2009/2010, 2013. *The Daily*, 14 November 2014. Ottawa: Statistics Canada. http://www.statcan.gc.ca/daily-quotidien/141114/dq141114b-eng.htm

Turcotte, Martin. 2015a. *Civic engagement and political participation in Canada.* Ottawa: Statistics Canada. http://www.statcan.gc.ca/pub/89-652-x/89-652-x2015006-eng.htm

-----. 2015b. *Volunteering and charitable giving in Canada*. Ottawa: Statistics Canada. http://www.statcan.gc.ca/pub/89-652-x/89-652-x2015001-eng.htm

Uppal, Sharanjit and Sébastien LaRochelle-Côté. 2014. "Overqualification among recent university graduates in Canada." *Insights on Canadian Society*. Ottawa: Statistics Canada. http://www.statcan.gc.ca/pub/75-006-x/2014001/article/11916-eng.pdf

Weingarten, Harvey P., Martin Hicks, Linda Jonker, Carrie Smith and Hillary Arnold. 2015. *Canadian Postsecondary Performance: IMPACT 2015.* Toronto: Higher Education Quality Council of Ontario. http://www.heqco.ca/SiteCollectionDocuments/HEQCO_Canadian_Postsecondary_Performance_Impact2015.pdf

Sondage au sujet des parcours professionnels des diplômé-e-s des programmes d'Études en développement international au Canada

Nous vous remercions de prendre le temps de remplir ce sondage au sujet des parcours professionnels des diplômé-e-s des programmes d'Études en développement international et d'autres programmes étroitement liés aux EDI au Canada. Il suffit de compléter et de envoyer ce questionnaire pour indiquer que vous êtes citoyen-ne ou résident-e permanent-e du Canada et que vous avez au moins 18 ans. Compléter ce sondage en ligne prend entre 20 et 30 minutes. Votre participation est volontaire et les réponses sont confidentielles.* Vous n'avez pas à fournir données personnelles pour compléter ce sondage.

L'analyse des résultats sera partagée avec les programmes canadiens d'EDI et sera également publiée sur le site Web du projet après le 30 juin 2016 : http://idsemployment.weebly.com/

Veuillez noter que la définition de développement international utilisée dans ce document englobe un ensemble de concepts, dont les droits de la personne, la dignité, les projets internationaux, le travail caritatif, la justice sociale, la réduction de la pauvreté, le développement communautaire local et international, ou d'autres possibilités de travail pour lequel votre éducation en EDI vous a préparé (ou ne vous a pas préparé). Fondamentalement, la définition du travail en développement international dépend de vos propres idées et perspectives.

* L'équipe de recherche assure la confidentialité de vos réponses. Cependant, les données sont recueillies par l'intermédiaire d'outils de transmission Web. Par conséquent, nous ne pouvons garantir la confidentialité des données pendant leur transfert électronique. La plateforme utilisée pour transmettre l'information, Google Forms, est assujettie au Patriot Act, en vigueur aux États-Unis. N.B. : Google Forms fournit les adresses IP des participants; cependant**, ces données ne seront ni recueillies, ni utilisées** dans le cadre de ce projet.

1.1 Âge :

1.2 Vous êtes… (Un homme, Une femme, Autre)

1.3 Nombre de langues dans lesquelles vous êtes compétent-e :

1.4 Veuillez préciser le plus haut niveau de scolarité que vous avez complété (Diplôme d'études secondaire, Diplôme d'études post secondaire, Baccalauréat

(ex. B.A, B.Sc, B.Ed), Maîtrise (ex. M.SC., M.A, M.B.A), Doctorat, Diplôme professionnel (ex. LL.B, M.D, etc.), Autre)

1.5 Croyez-vous que votre expérience ou votre éducation est liée aux Études en développement international ? (Oui ou Non)

1.6 Êtes-vous diplômé-e d'un programme d'Études en développement international ? (Oui ou Non)

1.7 Avez-vous participé à un des programmes suivants au cours de vos études ? *Obligatoire (Cochez toutes les cases appropriés) (Un programme d'éducation coopérative (coop), Un programme de stage, Un programme de volontariat, Un programme d'apprentissage par le service communautaire, Un programme d'études sur le terrain, Un projet de recherche appliquée, Un programme d'études à l'étranger, Je n'ai pas participé à ce type de programme, Autre programme)

1.8 Avez-vous suivi un cours sur les méthodologies de recherche pendant vos études ? (Oui ou Non)

1.9 Avez-vous suivi un cours sur les méthodologies quantitatives pendant vos études ? (Oui ou Non)

1.10 Avez-vous appris une langue pendant vos études ? (Oui ou Non)

1.11 Occupez-vous présentement un emploi ? (Oui ou Non)

1.12 Laquelle des situations professionnelles ci-dessous décrit le mieux votre situation actuelle ? (« À plein temps » indique que vous travaillez plus de 30 heures par semaine. « Une durée indéterminée » indique un emploi de duré inconnu. "Un contrat" indique un emploi avec une durée prédéterminée qui aura (ou n'aura pas) la possibilité de renouvellement de contrat à la fin de cette période.

- Permanent à temps plein ou à temps plein d'une durée indéterminée
- Contrat à temps plein
- À temps partiel, d'une durée indéterminée
- Contrat à temps partiel
- Travailleur-euse autonome

1.13 Quel est votre domaine d'emploi actuel ?

1.14 Quel est votre titre d'emploi actuel ?

1.15 Croyez-vous que votre domaine d'emploi actuel est lié (que ça soit d'une manière directe ou indirecte) au développement international ? (Oui ou Non)

1.16 Travaillez-vous actuellement au Canada ? (Oui ou Non)

1.17 Si vous ne travaillez pas au Canada, quelle est votre région principale de travail ? Australasie, l'Amérique Centrale et le Mexique, l'Europe, le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord, l'Amérique du Sud, l'Asie du Sud, l'Asie du Sud-Est, l'Afrique subsaharienne, le Royaume-Uni, les États-Unis

1.18 Dans quel secteur êtes-vous actuellement employé ? (Le secteur public / gouvernemental, Le secteur privé, Le secteur non-gouvernemental / la société civile, Le milieu universitaire / la recherche, Travailleur-euse autonome, Autre secteur)

1.19 Combien d'années d'expérience de travail possédez-vous ?

1.20 Combien d'années d'expérience de travail possédez-vous dans le domaine du développement international ou dans un domaine lié au développement international ?

1.21 Quelle est votre revenu annuel? (Inférieur à 10.000 $, De 10.000 $ à 19.999 $, De 20.000 $ à 29.999 $, De 30.000 $ à 39.999 $De 40.000 $ à 59.999 $, De 60.000 $ à 79.999 $, De 80.000 $ à 99.999 $, 100.000 $ et plus)

1.22 Mon expérience éducative en études en développement international a contribué à mon parcours professionnel d'une façon significative. (Tout à fait d'accord, D'accord, Ni d'accord ni en désaccord, En désaccord, Tout à fait en désaccord, Ne s'applique pas)

1.23 Veuillez indiquer votre niveau de satisfaction avec votre parcours professionnel (Très satisfait, Satisfait, Insatisfait, Très insatisfait, Ne s'applique pas)

1.24 Veuillez répondre à chaque énoncé ci-dessous en leur accordant une valeur entre 1 (tout à fait d'accord) et 5 (tout à fait en désaccord) :

	1	2	3	4	5	Ne s'applique pas
Je m'engage comme militante, ou dans les						

activités politiques partisanes, de façon régulière.						
Je suis un-e cosommateur-trice soucieux-euse de la justice sociale (par exemple, j'achète les produits de commerce équitable que c'est possible)						
Je m'efforce de vivre d'une manière qui respecte et favorise la durabilité environnementale						
Je me porte bénévole de façon régulière						
Je suis souvent engagé-e avec ma communauté d'une autre manière.						
Je porte une attention soutenue aux nouvelles internationales						
Je suis un-e donateur-trice aux organismes caritatifs qui travaillent en développement international.						

1.25 Accepteriez-vous d'être contacté-e par téléphone, courriel ou Skype pour répondre à des questions supplémentaires ? (Oui ou Non)

Deuxième partie

2.1 Veuillez indiquer votre niveau d'accord avec les énoncés suivants :

	Tout à fait d'accord	D'accord	Ni d'accord, ni en désaccord	En désaccord	Tout à fait en désaccord	Ne s'applique pas
J'ai suivi la formation en EDI parce que je voulais travailler en développeme						

nt international.						
Après ma formation en EDI, je voulais travailler en développement international.						
Les valeurs auxquelles je tiens aujourd'hui sont les mêmes qui m'animaient je tenais quand j'étais un-e étudiant-e en développement international.						
J'ai appris un mélange équilibré de cours sur la théorie, la politique et la recherche en suivant la formation en EDI.						
J'étais preparé-e pour une						

première expérience d'emploi en développement international (ou un domaine lié) grâce à ma formation EDI.						
Les stages pratiques (par exemple, l'éducation coopérative, le bénévolat, etc.) étaient utiles pour la recherche (et l'obtention) d'un travail.						

2.2 Quelles expériences de travail pratique étaient les plus utiles dans la recherche et l'obtention d'un emploi ? *Obligatoire (Cochez deux) (Programme d'éducation coopérative (coop), Programme de stage, Programme d'apprentissage par le service communautaire, Programme d'études sur terrain, Projet de recherche appliquée, Je n'ai pas participé à ce type de programme, Autre programme)

2.3 Comment les travaux pratiques ont-ils eu un impact sur le développement de votre carrière et les résultats d'emploi suivant ? *Obligatoire (Si vous n'avez pas participé à ce type de programme, indiquez N/A)

2.4 Mon emploi actuel :

- Est directement lié au domaine du développement international
- Est indirectement lié au domaine du développement international
- N'est pas lié au domaine du développement international

- Je suis au chômage et à la recherche d’emploi
- Je suis au chômage et je ne cherche pas d’emploi

2.5 Avez-vous déménagé pour obtenir votre emploi actuel ? (Oui ou Non)

2.6 Dans quelle ville êtes-vous actuellement employé-e ?

2.7 Comptez-vous occuper votre emploi actuel pour plus de 5 ans ? (Oui ou Non)

2.8 Comment avez-vous trouvé votre emploi actuel ? (Cochez un maximum de quatre (4) réponses)

- Par l’intermédiaire de parents ou d’ami-e-s
- À travers une publicité en ligne
- À travers une annonce dans un journal (ou d’autres publicités imprimées)
- En plaçant une annonce d’emploi (ou en répondant à une telle annonce)
- En communiquant directement avec les employeur-e-s potentiel-le-s
- En communiquant avec un-e ancien-ne employeur-e
- En consultant une agence publique de recherche d’emploi
- En consultant une agence privée de recherche d’emploi
- Par le réseautage ou les foires d’emploi
- Suite à une promotion au travail
- Suite à une transition de coop / de stage en emploi formel

Autre :

2.9 Environ combien de demandes d’emploi avez-vous envoyées avant d’obtenir votre emploi actuel ? (0, De 1 à 3, De 4 à 6, De 7 à 9, 10 ou plus)

2.10 Veuillez indiquer votre niveau de satisfaction avec votre salaire actuel. (Très satisfait, Satisfait, Ni satisfait, ni insatisfait, Insatisfait, Très insatisfait, Ne s’applique pas)

2.11 Pour combien de postes travail avez-vous fait une demande au cours des derniers six mois? (0, De 1 à 3, De 4 à 6, De 7 à 9, 10 ou plus)

2.12 Quelles compétences considérez-vous les plus importantes pour vous aider à obtenir un emploi dans votre domaine actuel ?

	Très important	Un peu important	N’est pas important	Ne s’applique pas
De l’expérience de travail				
De l’expérience d’éducation coopérative				
De l’expérience de stage				
De l’expérience de bénévolat / de volontariat				
Un diplôme d’études supérieures (maîtrise, doctorat, diplôme professionnel)				
Un diplôme ou une formation technique (diplôme collégial ; formation professionnelle)				
Des compétences dans plus d’une langue				
De l’expérience à l’étranger				
De l’expérience en éducation coopérative				
Des compétences en recherche quantitative				
Des compétences en recherche qualitative				
Des compétences en communication				
Des compétences interpersonnelles ou interculturelles				

2.13 Y-a-t'il d'autres compétences qui ne sont pas incluses ci-dessus mais que vous considérez parmi les plus importantes pour vous aider à obtenir un emploi dans votre domaine actuel ? (Si non, écrivez N/A)

2.14. Faites-vous du travail bénévole ou sans salaire dans votre domaine d'intérêt ? (Oui ou Non)

2.15 Planifiez-vous de retourner au collège ou à l'université pour des études additionnelles ? (Oui ou Non)

2.15.1 Allez-vous poursuivre des études additionnelles en développement international ? (Oui ou Non)

2.15.2 Veuillez choisir le domaine qui décrit le mieux les études que vous aimeriez poursuivre à l'avenir.

- L'épanouissement personnel et les loisirs
- L'éducation
- Les arts visuels et du spectacle, et les technologies de communication
- Les sciences humaines
- Les sciences sociales et du comportement, et la loi
- Les affaires, la gestion et l'administration publique
- Les sciences physiques et de la vie, et la technologie
- Les études en mathématiques et l'informatique
- L'architecture, le génie et les technologies liées à ces dernières
- L'agriculture, les ressources naturelles et la conservation
- La santé, les parcs, la recréation et la santé physique
- Les services personnels, de protection et de transport
- Autre domaine :

2.16 Avez-vous travaillé à l'étranger depuis l'obtention de votre diplôme ? (Oui ou Non)Add item

2.16.1 Le poste à l'étranger, était-il : (Cochez tout ce qui s'applique) (Rémunéré, Non-rémunéré, Non-rémunéré, avec une petite allocation)

2.16.2 Veuillez indiquer la durée cumulative de votre travail à l'étranger. (Moins de 3 mois, De 3 à 11 mois, De 1 à 2 ans, De 3 à 4 ans, 5 ans ou plus)

2.17 Veuillez indiquer votre niveau d’accord (ou de désaccord) avec les énoncés suivants : *Obligatoire

	Tout à fait d’accord	D’accord	Ni d’accord, ni en désaccord	En désaccord	Tout à fait en désaccord	Ne s’applique pas
Moins d’emplois dans mon domaine sont annoncés maintenant qu’il y a 10 ans.						
Moins d’emplois dans mon domaine sont annoncés maintenant qu’il y a 5 ans.						
Les exigences pour les demandes d’emploi sont plus grandes maintenant que par le passé.						
Les emplois actuels exigent une deuxième langue.						
Les emplois actuels exigent une troisième langue.						
Les emplois						

actuels exigent au moins 5 ans d'expérience.						
Les emplois actuels exigent au moins 10 ans d'expérience.						
Les emplois actuels exigent de voyager internationalement						
Les emplois actuels exigent des aptitudes techniques que je ne possède pas						

2.18 Veuillez identifier ce que vous considérez comme principaux obstacles à l'obtention d'un travail dans votre domaine préféré. *Obligatoire (Cochez un maximum de 4 obstacles)

- Trop peu de possibilités d'emploi
- Trop de voyages exigés
- Trop d'expérience exigée
- L'exigence du bilinguisme
- L'exigence du multilinguisme
- Les salaires sont trop bas
- Attentes de travail sans rémunération
- Manque de formation scolaire appropriée
- Manque de compétences recherchées par les employeur-e-s
- Trop d'exigences d'expérience à l'étranger
- Autres obstacles :

3.0 Veuillez ajouter tout commentaire ou information additionnell sur votre parcours professionnel depuis que vous avez obtenu votre diplôme en EDI. Si vous n’avez rien à ajouter, il ne faut pas répondre.

Merci.